



ICIEC

SOCIÉTÉ ISLAMIQUE D'ASSURANCE
DES INVESTISSEMENTS ET DES
CRÉDITS À L'EXPORTATION



2019

**RAPPORT
ANNUEL SUR
L'EFFICACITÉ DU
DÉVELOPPEMENT**



مجموعة البنك الإسلامي للتنمية
Groupe de la Banque Islamique de Développement

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	3
AU SUJET DE LA SOCIÉTÉ ISLAMIQUE D'ASSURANCE DES INVESTISSEMENTS ET DES CRÉDITS À L'EXPORTATION	4
MESSAGE DU PRÉSIDENT	6
MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	8
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	10
EMPREINTE DE LA SIACE SUR LE DÉVELOPPEMENT	10
PRODUITS DE LA SIACE POUR LE DÉVELOPPEMENT	12
CADRE D'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT DE LA SIACE	13
CONTRIBUTION DE LA SIACE AU DÉVELOPPEMENT	14
CONTRIBUTION DE LA SIACE AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	16
INTRODUCTION	18
LA THÉORIE DU CHANGEMENT DE LA SIACE	19
LE RÔLE UNIQUE DE LA SIACE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT	20
LE PARCOURS DU DÉVELOPPEMENT DE LA SIACE DES 25 DERNIÈRES ANNÉES	22
LES ÉTAPES IMPORTANTES DU DÉVELOPPEMENT DE LA SIACE	23
RÉSULTATS DE LA SIACE SUR LE PLAN DU DÉVELOPPEMENT	25
DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DES EXPORTATIONS	26
DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR FINANCIER CONFORME À LA CHARIA	34
DÉVELOPPEMENT DES PAYS MEMBRES	38
DÉVELOPPEMENT HUMAIN	46
L'AVENIR	50



ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AAB	Al-Akhdar Bank	ITFC	Société islamique internationale de financement du commerce
ADER	Rapport annuel sur l'efficacité du développement	ITFEE	Fonds de la SIACE de microfinance et micro-takaful pour l'autonomisation économique
AFCTA	Accord de libre-échange continental africain	LC	Lettre de crédit
AICIF	African International Conference on Islamic Finance	LDMC	Pays membres les moins avancés
APIX	Agence Nationale Chargée de la Promotion des Investissements et des Grands Travaux	MASEN	Agence marocaine pour l'énergie solaire
AU	Aman Union	MC	Pays membre
BCP	Groupe Banque Centrale Populaire	S&E	Suivi et Évaluation
BI	Activités assurées	MIGA	Multilateral Investment Guarantee Agency
BU	Union de Berne	MOU	Protocole d'entente
BMP	Police d'assurance globale de banque	NAIFE	National Agency for Insurance and Finance of Exports (Soudan)
CAGEX	La Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations	NARES	Sommet sur les énergies renouvelables en Afrique du Nord
COMCEC	Comité permanent pour la Coopération Économique et Commerciale (OCI)	NHSO	Non-respect des obligations financières souveraines
COTUNACE	Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur	NHSO-SOE	Non-respect des obligations financières souveraines – Entreprises publiques
CSTP	Police globale à court terme	OCI	Organisation de la Coopération Islamique
DICP	Police d'assurance-crédit documentaire	OBIC	Centre de veille et d'intelligente décisionnelle de l'OCI
DHAMAN	Société Arabe de Garantie des Investissements et des Crédits à l'Exportation	P5P	Plan quinquennal du Président (BID)
DIFC	Dubai International Finance Centre	PPP	Partenariat public-privé
OCE	Organisme de crédit à l'exportation	SBI	State Bank of India
ECI	Etihad Credit Insurance	ODD	Objectif de développement durable
EGCE	Export Credit Guarantee Agency of Egypt	PME	Petite et moyenne entreprise
IDE	Investissement direct étranger	SPV	Véhicule à usage spécial
FII	Assurance investissement étranger	ST	Court terme
FIIP	Police d'assurance investissement étranger	STP	Police de transaction spécifique
PIB	Produit intérieur brut	STP-CF	Police de transaction spécifique pour frustration de contrat
SIACE	Société Islamique d'Assurance des Investissements et des Crédits à l'Exportation	TDB	Banque de commerce et de développement
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables	WtE	Transformation des déchets en énergie
BID	Banque Islamique de Développement	TDB	Trade and Development Bank
GBID	Groupe de la Banque Islamique de Développement	WtE	Waste-to-Energy
ISFD	Fonds Solidaire Islamique pour le Développement		

A close-up photograph of a green wheat stalk, showing the detailed structure of the grain heads. The background is a soft, out-of-focus green field of wheat. The text is overlaid on the left side of the image in a white, sans-serif font.

AU SUJET DE
LA SOCIÉTÉ
ISLAMIQUE
D'ASSURANCE DES
INVESTISSEMENTS
ET DES CRÉDITS
À L'EXPORTATION

Établie il y a 26 ans en 1994 comme institution multilatérale et membre du Groupe de la Banque Islamique de Développement, la SIACE a comme mandat d'encourager le commerce transfrontalier et les investissements directs étrangers (IDE) pour ses pays membres.

Pour s'acquitter de son mandat, la SIACE propose des solutions d'atténuation de risques aux exportateurs de ses pays membres. En les protégeant contre les risques commerciaux et politiques, les exportateurs peuvent vendre leurs produits et services dans le monde. L'assureur-crédit multilatéral offre aussi une couverture contre les risques aux investisseurs internationaux qui désirent investir dans les pays membres de la SIACE. Et afin de promouvoir le développement économique durable dans ses pays membres, la SIACE peut également soutenir sur une base limitée, les exportateurs internationaux qui vendent des biens d'équipement ou des produits de base stratégiques à ses pays membres. En plus de ses activités principales, la SIACE propose une assistance technique aux organismes de crédit à l'exportation des pays membres.

La SIACE a comme mission de rendre le commerce et l'investissement entre les pays membres et le monde plus sécuritaires grâce à des

outils d'atténuation des risques conformes à la Charia. Sa vision: être reconnue comme le catalyseur privilégié du commerce et de l'investissement pour le développement économique durable dans les pays membres.

La SIACE est la seule société d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation au monde à proposer des solutions d'assurance et de réassurance conformes à la Charia.

Aujourd'hui, la SIACE soutient les flux commerciaux et d'investissement dans 47 pays membres d'Europe, d'Asie, du Moyen-Orient et de l'Afrique. Elle cible des entreprises (exportateurs et investisseurs), banques et institutions financières, ainsi que des organismes de crédit à l'exportation et des assureurs.



MESSAGE DU PRÉSIDENT

L'année 2019 a été difficile pour le commerce mondial et la coopération internationale. Les tensions géopolitiques et les questions au sujet du commerce et du développement se sont intensifiées. Aujourd'hui, les gens commencent à examiner et à remettre en question l'impact du commerce sur leur propre bien-être économique et social. À la SIACE, nous nous sommes engagés à documenter et à évaluer l'impact de nos activités sur les bénéficiaires ultimes : les citoyens de nos pays membres. Le Rapport annuel sur l'efficacité du développement n'est pas qu'un simple rapport contenant des faits et des chiffres. Au contraire, il met en évidence l'impact tangible de ce que fait la SIACE pour favoriser le développement humain et le bien-être des pays membres de l'OCI.



Notre rôle sur le plan du développement consiste à faciliter les programmes de développement des pays membres, et à soutenir l'orientation qu'ils choisissent dans la poursuite du développement durable. Nous le faisons en atténuant les risques politiques et commerciaux liés au commerce et en protégeant les entreprises, surtout les PME, contre ces risques. Grâce à cette protection, les PME et les plus grandes entreprises peuvent s'intégrer dans les marchés d'exportation et les chaînes de valeur mondiales. Nos produits d'assurance améliorent l'accès au financement pour toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, si bien qu'elles peuvent accroître leurs activités et s'implanter sur de nouveaux

marchés. À l'échelle macro, nous travaillons avec les organismes de crédit à l'exportation pour renforcer leurs capacités et proposer des produits financiers leur permettant d'accroître leur capacité de prise de risques et ce faisant soutenir leurs exportateurs nationaux. En épaulant ces OCE, nous favorisons le développement du secteur des exportations des pays membres.

Forts de notre couverture pour les investissements, les pays membres sont en mesure d'attirer de l'investissement direct étranger pressant pour le développement d'infrastructure, ce qui stimule la croissance économique. Le soutien à l'investissement de la SIACE dans les secteurs stratégiques des pays membres encourage

L'engagement le plus notoire envers le commerce est possiblement la participation de nos pays membres africains à la nouvelle zone de libre-échange continentale africaine ambitieuse, dont la valeur est estimée à USD 3 billions

aussi la mobilisation de ressources auprès du secteur financier privé. Également prioritaires pour nous, sont les partenariats avec des institutions financières pour faciliter le développement du secteur financier conforme à la Charta dans les pays membres. Le développement du secteur financier est essentiel pour le développement économique, car il est le catalyseur du commerce.

En fin de compte, l'impact de la SIACE sur le développement se concentre sur les gens qui bénéficient de ces investissements et des transactions commerciales que facilite notre organisation. C'est pourquoi il est très important d'évaluer l'impact de l'empreinte de développement de la SIACE sur le développement humain. Les projets dans lesquels nous intervenons fournissent des services sociaux accessibles comme la santé et l'eau, et ces services améliorent le bien-être des citoyens de nos pays membres.

Je suis fier de souligner, qu'en 2019, nos pays membres ont poursuivi leurs programmes de développement et que la SIACE a su jouer un rôle important à cet égard.

Sur le plan de la politique, l'année a été très réussie, puisque nos pays membres ont continué à s'engager envers le commerce ouvert, renforcer leur secteur financier, leur infrastructure et le développement humain. L'engagement le plus notoire envers le commerce est possiblement la participation de nos pays membres africains à la nouvelle zone de libre-échange continentale africaine ambitieuse, dont la valeur est estimée à USD 3 billions. Le commerce intra-OCI a également augmenté, plus de la moitié de nos produits d'assurance ayant facilité des importations et des exportations entre les pays de l'OCI. Cette tendance démontre un engagement solide de la part de nos pays membres à encourager une coopération commerciale mutuelle. À l'avenir, nous continuerons de catalyser cette coopération intra-OCI et à encourager un développement significatif dans nos pays membres.

Dr. Bandar M. H. Hajjar
 Chairman of the Board of Directors



MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Nous vivons dans un climat jonché d'incertitudes. Les tensions commerciales mondiales s'intensifient, et les contextes politiques et économiques demeurent imprévisibles. Nos pays membres y sont également exposés. La guerre, la migration, le changement climatique, les différends commerciaux et une croissance économique stagnante font partie des obstacles au développement qu'ils doivent affronter. Et comme nos pays membres se trouvent géographiquement dispersés, d'Amérique du Sud à l'Asie, et d'Eurasie à l'Afrique subsaharienne, la diversité des structures économiques, sociales et politiques entrent aussi en ligne de compte.



Et plus que jamais face à une telle volatilité, la SIACE sert de phare et de partenaire fiable pour transformer des incertitudes en risques gérables. Dans un tel contexte complexe et difficile, chaque pays suit une trajectoire liée au modèle de développement durable adapté à son propre environnement. Alors que les pays membres à revenu intermédiaire supérieur mettent l'accent sur la croissance partagée, la diversification économique et une infrastructure plus soucieuse du climat, les pays membres les moins avancés ciblent la sécurité alimentaire et l'assurance des approvisionnements énergétiques. Quel que soit le programme de développement que privilégie chaque pays membre, il n'en

demeure pas moins que les pays membres de l'OCI regorgent de potentiel inexploité. Nos pays membres disposent de ressources diverses et d'une population en âge de travailler grandissante qui, si elles sont adéquatement exploitées, contribuera à la prospérité économique et sociale des habitants des pays membres de l'OCI.

Quelles que soient leurs priorités de développement, nous sommes résolus à accompagner nos pays membres dans la réalisation des objectifs de développement durable. La mobilisation du secteur privé pour le financement des investissements et la facilitation du commerce demeurent d'importants facteurs. À la SIACE, notre devise



Quelles que soient leurs **priorités de développement**, nous sommes résolus à accompagner **nos pays membres** dans la réalisation des **objectifs de développement durable**.

est très simple: nous catalysons l'investissement, nous facilitons le commerce, nous assurons le développement. L'assurance, de par sa nature, exige un fonctionnement de manière concomitante. À l'abri des risques politiques et commerciaux grâce à nos polices d'assurance, les pays membres, investisseurs, banques, exportateurs et importateurs sont dans le feu de l'action : ils conçoivent, négocient et mettent en œuvre des projets et des transactions qui favorisent le développement durable pour nos pays membres et nos gens.

L'année 2019 a été exceptionnelle pour la SIACE, sur le plan de l'impact sur le développement. Nous avons facilité des exportations d'une valeur totale d'USD 8,4 milliards et catalysé des investissements de plus d'USD 2,5 milliards dans 12 de nos 47 pays membres. Les investissements dans les pays membres les moins avancés ont atteint USD 2,9 milliards, et grâce à notre Police d'assurance-crédit documentaire nous avons appuyé 45 banques émettrices de nos pays membres les moins avancés pour faciliter des

opérations commerciales. Nous continuons aussi à renforcer nos partenariats avec les OCE nationaux des pays membres dans le but de diversifier et d'accroître leurs secteurs d'exportations respectifs. Nous avons pu réassurer des exportations d'une valeur d'USD 1,2 milliard.

Forts de nos réalisations de 2019, nous sommes fiers de présenter l'édition 2019 du Rapport annuel sur l'efficacité du développement de la Société. Nous espérons qu'il saura renseigner nos pays membres et d'autres parties prenantes sur les résultats et les impacts positifs y afférents sur le développement. Bien que le cheminement de chaque pays membre au titre du développement sera différent, le rôle de catalyseur de la SIACE continuera d'être névralgique pour aider les pays membres à réussir et à créer une meilleure OCI pour les générations futures.

Oussama Abdul Rahman KAISSI
Chief Executive Officer



RÉSUMÉ ANALYTIQUE



Empreinte de la SIACE sur le développement



Montant total des activités facilitées

2019 **10 864 millions USD**
Depuis la création **63 652 millions USD**



Montant total des exportations facilitées*

2019 **8 379 millions USD**
Depuis la création **50 693 millions USD**



Montant total des investissements facilités

2019 **2 485 millions USD**
Depuis la création **12 959 millions USD**



Nombre de transactions d'exportation facilitées

2019 **8 653**
Depuis la création **71 830**

COMMERCE ET INVESTISSEMENT INTRA-OCI



Exportations intra-OCI assurées

2019 **4 385 millions USD**
Depuis la création **24 051 millions USD**



Investissement intra-OCI assuré

2019 **1 047 millions USD**
Depuis la création **5 183 millions USD**

PAYS MEMBRES LES MOINS AVANCÉS



Investissements assurés dans les pays membres les moins avancés

2019 **359 millions USD**
Depuis la création **2 881 millions USD**



Exportations assurées dans les pays membres les moins avancés

2019 **23 millions USD**
Depuis la création **273 millions USD**

SECTEURS



Agriculture

2019 **64 millions USD**
Depuis la création **1 341 millions USD**



Énergie

2019 **5 585 millions USD**
Depuis la création **21 915 millions USD**



Infrastructure

2019 **474 millions USD**
Depuis la création **4 129 millions USD**



Industrie manufacturière

2019 **2 612 millions USD**
Depuis la création **20 809 millions USD**



Santé

2019 **360 millions USD**
Depuis la création **1 427 millions USD**

* Les transactions d'exportation facilitées de tous les pays

Produits de la SIACE pour le développement



Facilitation du commerce intra-OCI

Police d'assurance-crédit documentaire

Grâce à sa Police d'assurance-crédit documentaire, la SIACE appuie directement le réseau de correspondance international des banques de ses pays membres. Les importateurs et exportateurs des pays membres de la SIACE exigent que leurs banques soutiennent leurs transactions dans des marchés dans lesquels elles n'ont pas forcément de relations de correspondance. L'assurance de la SIACE permet aux banques d'assumer des risques de banques correspondantes avec des institutions financières qui ne figurent pas dans leur réseau bancaire international. Cela est essentiel pour faciliter les modalités de paiement et permettre aux importateurs de satisfaire leurs besoins en financement à court terme. L'assurance de la SIACE atténue les risques commerciaux et politiques des transactions interbancaires, ce qui permet aux banques d'accroître leurs activités de financement du commerce et de soutenir ainsi les importateurs et exportateurs locaux.



Amélioration de l'accès aux marchés et au financement

Produits d'assurance-crédit

Les produits d'assurance-crédit de la SIACE, notamment la Police globale à court terme et la Police de transaction spécifique, atténuent les risques commerciaux et politiques liés aux transactions conclues à compte ouvert entre des exportateurs et des importateurs. En protégeant le produit des ventes, l'assurance de la SIACE protège la poursuite des activités commerciales des exportateurs qui ont déjà des relations avec des acheteurs étrangers et en recherchent de nouvelles. Les exportateurs se sentent aussi plus à l'aise de négocier des contrats de plus grande valeur et d'aborder des marchés potentiellement plus risqués. L'assurance-crédit de la SIACE facilite aussi l'accès au financement de fonds de roulement pour les exportateurs, car elle représente une garantie attrayante pour les banques des exportateurs.

Pour les acheteurs locaux, les solutions d'assurance-crédit de la SIACE favorisent aussi l'accès à du financement à long terme et à moyen terme. Grâce à l'assurance de la SIACE, les banques sont disposées à financer les investissements en capital des acheteurs, si bien que les fournisseurs étrangers (provenant d'un pays membre ou non membre) peuvent vendre leurs biens d'équipement à un acheteur d'un pays membre et ce faisant faciliter la fabrication locale ou les investissements en capital des entreprises locales et des gouvernements.



Amélioration de l'accès aux services de financement islamique

Police d'assurance globale de banque

La police globale de banque de la SIACE permet à un exportateur d'obtenir un financement islamique de fonds de roulement de la part de sa banque sur la base d'un contrat de vente. L'assurance de la SIACE atténue non seulement les risques commerciaux et politiques sous-jacents pour la banque, mais elle aide la banque à structurer le financement islamique. La facilité de fonds de roulement est particulièrement attrayante pour les PME qui éprouvent souvent de la difficulté à négocier des contrats plus importants, faute de fonds de roulement et d'accès à du financement (islamique).

Police d'assurance Sukuk souverain

Mobiliser un financement conforme à la Charia pour des projets d'infrastructure et d'autres grands projets visant à favoriser la croissance économique peut être difficile pour les pays membres, surtout les pays les moins avancés. C'est pour combler cette lacune sur les marchés des capitaux islamiques, que la SIACE a introduit une Police d'assurance Sukuk souverain. La police offre un excellent renforcement du crédit en assurant l'investisseur contre un défaut de Sukuk émis par des entités souveraines de pays membres. La police Sukuk de la SIACE élargit le bassin potentiel d'investisseurs afin d'attirer davantage de capitaux privés dans les projets favorisant le développement de ses pays membres.



Facilitation des investissements dans et entre les pays de l'OCI

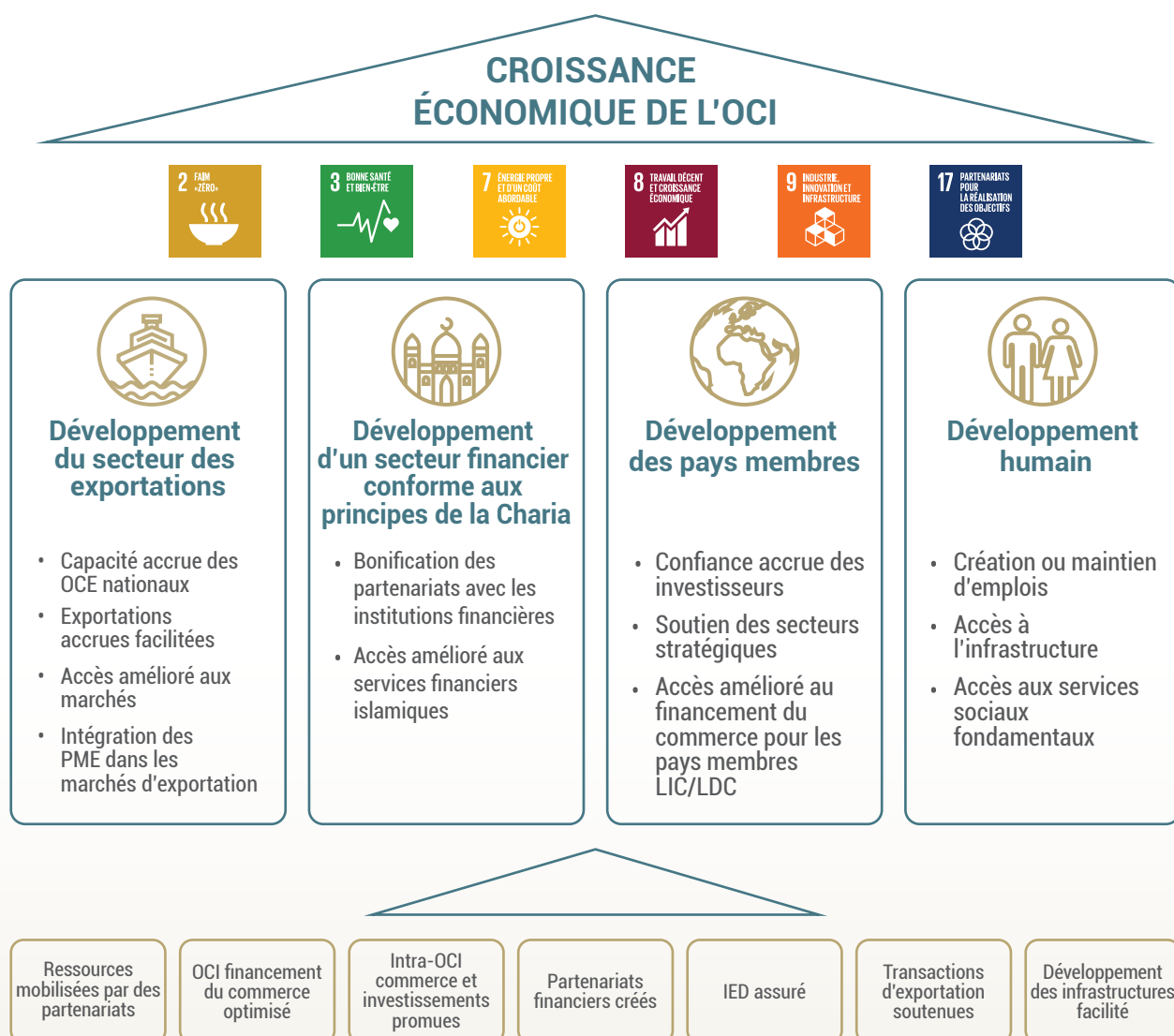
Produits d'assurance-investissement

Les produits d'assurance-investissement de la SIACE atténuent les risques non commerciaux liés aux investissements dans ses pays membres. La SIACE appuie dès lors les flux d'investissement dans des marchés perçus comme étant à risque plus élevé, favorise l'attraction de capitaux supplémentaires pour les projets et améliore la perception générale du risque du pays et du marché donnés.

Cadre d'efficacité du développement de la SIACE

Le Cadre d'efficacité du développement de la SIACE est en phase avec la stratégie décennale du GBID, le Programme quinquennal (P5P) du Président et l'engagement du Groupe envers les ODD. Sa contribution à l'impact sur le développement, tout particulièrement pour les bénéficiaires et l'ensemble des pays membres, est issue d'une feuille de route conceptuelle, nommée la Théorie du changement, qui lie les services de la Société aux résultats attendus pour le secteur des exportations et les secteurs financiers. Le Cadre d'efficacité du développement de la SIACE est étayé par un système de suivi et d'évaluation qui prend en compte le rôle d'assureur (plutôt que de financier) de la SIACE.

Figure 1: Cadre d'efficacité du développement de la SIACE



Contribution de la SIACE au développement

Favoriser le développement du secteur des exportations dans les pays membres

Le développement du secteur des exportations est essentiel à la croissance économique et pour qu'un pays puisse participer activement au commerce mondial. Le secteur des exportations représente un important catalyseur de croissance économique et ce de deux façons. Premièrement, il crée des rentrées en devises pour le pays et, deuxièmement, il contribue à créer des emplois. Lorsque les exportations se développent, les revenus des gouvernements augmentent par l'imposition de taxes, si bien que ces revenus peuvent servir à financer des projets publics favorisant le développement économique et humain du pays. Au niveau de l'entreprise, l'accroissement des exportations favorise une hausse de productivité. Cela occasionne alors plus de main-d'œuvre et partant, une demande accrue en main-d'œuvre dans l'économie et la création d'emplois. L'impact macroéconomique de tout ceci est le suivant: une plus grande productivité des entreprises et de la main-d'œuvre, et donc une croissance plus élevée du PIB. De plus, un plus grand nombre d'emplois dans l'économie signifie que les individus gagnent plus, ce qui fait grimper le revenu par habitant du pays.

Mais les pays aux prises avec des risques politiques et économiques élevés peuvent éprouver des difficultés à développer le secteur des exportations, puisque les investisseurs et les acheteurs ont tendance à redouter les risques. Ces risques occasionnent une défaillance du marché dans le secteur des exportations, ce qui entraîne une faible productivité économique et peu de revenus pour les gouvernements. Les exportations des pays membres de l'OCI ont diminué entre 2012 et 2016, en grande partie à cause de la chute des cours mondiaux des produits de base. Ce n'est que récemment que les exportations ont commencé à augmenter pour atteindre USD 1,98 billion en 2018 comparativement à environ USD 1,4 billion en

2016, l'année où les exportations ont été les plus faibles. La dépendance élevée sur les produits de base préoccupe aussi de nombreux pays de l'OCI, qui cherchent à diversifier leurs exportations et à réduire leur dépendance sur un seul produit de base. C'est pourquoi la plupart des pays membres de l'OCI attachent beaucoup d'importance à la diversification des exportations par le développement du secteur des exportations.

Étant donné cette situation, la SIACE a mis une grande priorité sur la facilitation du secteur des exportations dans les pays membres, et elle le fait de deux façons. D'abord, la SIACE atténue les risques commerciaux et politiques des acheteurs, ce qui permet aux entreprises de vendre leurs marchandises, de s'implanter dans de nouveaux marchés et/ou de proposer des modalités de paiement concurrentielles. La SIACE renforce aussi la capacité et le soutien des services financiers des organismes de crédit à l'exportation (OCE) nationaux. En bref, la SIACE comble les lacunes de marché. En fournissant des instruments d'atténuation des risques et en facilitant l'accès au financement du commerce, la Société aide les exportateurs, petits et grands, à accroître leurs activités et partant, les pays à prospérer économiquement. Dans son rôle de facilitateur, la SIACE a facilité des opérations d'exportation d'une valeur d'USD 50 milliards depuis sa création, et un nombre croissant de ces opérations sont des exportations intra-OCI.

Points saillants de 2019



Exportations assurées d'une valeur d'USD 8 milliards



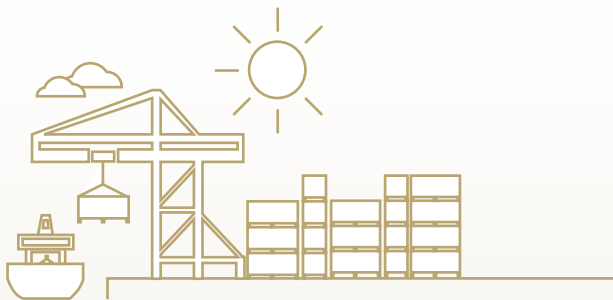
Exportations intra-OCI assurées d'une valeur d'USD 4,4 milliards



8 653 transactions d'exportation soutenues



Soutien de réassurance conforme à la Charia d'une valeur de 1,2 milliard pour les OCE de pays membres



la SIACE a facilité des opérations d'exportation d'une valeur d'USD 50 milliards depuis sa création, et un nombre croissant de ces opérations sont des exportations intra-OCI

Favoriser le développement du secteur financier conforme à la Charia dans les pays membres

Le développement du secteur financier est un important vecteur de facilitation du commerce et ultimement de développement économique. Les pays qui ont des secteurs financiers matures peuvent participer à des transactions commerciales complexes et importantes, et s'impliquer ainsi pleinement dans le commerce commercial. Des secteurs financiers développés contribuent aussi à une participation financière réelle des consommateurs, ce qui crée des marchés dynamiques attrayants pour

l'investissement direct étranger. Étant donné l'importance que présente le développement du secteur financier, les pays membres de l'OCI ont priorisé le développement du secteur financier conforme à la Charia de leurs pays. La finance conforme à la Charia met l'accent sur les opérations bancaires liées au profit, en vertu desquelles les institutions financières partagent les bénéfices ou pertes des entreprises souscrites. Cette conformité a également recours au gharar, qui représente la vente de biens assortie d'une incertitude élevée, tels que les achats d'assurance à l'égard de risques prévus ou imprévus.

La SIACE est donc un acteur important à cet égard pour assurer le développement d'un secteur financier conforme à la Charia dans les pays membres de l'OCI. La présence de la SIACE sur le marché permet aux institutions financières partenaires de l'OCI d'offrir plus de services d'assurance conformes à la Charia et améliore l'accès au financement, ce qui vient servir d'exemple comme seul assureur-crédit multilatéral Takaful. La Société encourage également les banques à monter des structures de financement islamique du commerce et de projet pour qu'elles puissent se prévaloir des services de la SIACE. En 2019, la SIACE a lancé sa Police d'assurance Sukuk souverain, dans le but de renforcer les marchés de capitaux de la finance islamique et mobiliser des capitaux conformes à la Charia pour les projets d'investissement stratégiques des pays membres. Les activités assurées en vertu de sa Police globale de banque, qui facilite l'octroi de financement islamique à des clients PME pour la plupart, ont grimpé à USD 378,5 millions.

Points saillants de 2019



USD 378,5 millions de fonds de roulement à l'exportation pour essentiellement des PME en vertu de la police BMP de la SIACE



USD 100,5 millions de transactions conjointes avec l'ITFC



7 pays utilisent le produit BMP pour financement islamique de la SIACE

Favoriser le développement des pays membres

Le développement économique stratégique représente une autre grande priorité des pays membres de l'OCI. La diversité économique des pays membres fait en sorte que ces pays poursuivent des programmes de développement axés sur leurs besoins et leur capacité. Certains pays membres privilégient la diversification économique afin de réduire leur dépendance sur l'exportation d'une seule ressource. Et d'autres pays poursuivent des activités qui stimulent la productivité économique et favorisent la croissance

économique. Dans la poursuite de ces programmes de développement, tous les pays membres de l'OCI visent à le faire de manière stratégique et durable. Le développement stratégique est important, compte tenu des défis actuels que doivent affronter les pays membres de l'OCI, y compris des populations en croissance et le changement climatique. Une population croissante signifie une plus grande demande en services de base et en infrastructure, dont des routes, des services de santé et d'éducation, de l'eau et de la nourriture. Le changement climatique influe sur la manière dont les pays membres déploient leur programme de développement. Les conditions climatiques de plus en plus extrêmes forcent les pays membres à rechercher des façons durables de s'adapter.

La SIACE encourage les projets stratégiques et améliore l'attrait de l'investissement. Grâce à son mandat et à une gamme de produits d'assurance, la SIACE appuie les programmes de développement de ses pays membres en souscrivant des investissements dans des secteurs stratégiques. La présence de la SIACE comme partenaire d'investissement, tout en facilitant l'investissement étranger, contribue à rassurer et encourager des investisseurs potentiels en quête d'opportunités dans des pays à risque plus élevé. Les projets d'investissement fournissent souvent de l'emploi, une infrastructure améliorée, moderne et efficace, ainsi qu'une meilleure qualité de vie pour les citoyens. La SIACE améliore également l'accès au financement du commerce pour les pays membres les moins avancés, qui peuvent présenter des risques plus élevés et ne pas sembler être particulièrement attrayants pour d'autres intervenants du marché, mais qui ont néanmoins besoin d'exportations et d'investissements pour croître. Tous ces facteurs favorisent éventuellement la croissance économique et le développement des pays membres.

Parmi les principaux projets d'investissements stratégiques soutenus par la SIACE en 2019 dans les pays membres, citons le projet de centrale thermique Azito en Côte d'Ivoire et l'installation d'alimentation en eau de la ville d'Abidjan.

Points saillants de 2019



USD 2,5 milliards d'investissements facilités



USD 1 milliard d'investissements intra-OCI facilités



USD 359 millions d'investissements assurés dans les pays membres les moins avancés

Favoriser le développement humain

Le soutien au commerce et à l'investissement de la SIACE prend toujours en compte les bénéficiaires ultimes, soit les habitants des pays membres de l'OCI. L'objectif de développement de la SIACE est d'assurer leur bien-être et leur prospérité économique. Les efforts de développement humain comprennent l'amélioration de l'accès à l'infrastructure et aux services de base, dont l'éducation, la santé, la nutrition et l'assainissement. Un accès accru à ces services améliore le bien-être des populations, et les populations en santé sont plus productives et peuvent contribuer à la productivité générale. Le soutien de la SIACE pour les investissements dans l'infrastructure et les services sociaux rehausse la productivité économique, la compétitivité et la qualité de vie des pays membres. Par ailleurs, les entreprises, qui bénéficient de l'assurance-risques commerciaux et politiques de la SIACE, s'implantent sur de nouveaux marchés, prennent de l'expansion, maintiennent ou augmentent les emplois, et contribuent ainsi au développement humain de leur pays. En 2019, les contributions de la SIACE aux secteurs de l'agriculture et de la santé se sont élevées à USD 63 millions et USD 360 millions respectivement. L'agriculture est essentielle pour garantir la sécurité alimentaire et l'emploi dans de nombreux pays, alors que l'amélioration des soins de santé et l'accès à ces soins sont des piliers du bien-être et du développement humains.

Points saillants de 2019



USD 64 millions d'activités assurées dans le secteur agricole



USD 360 millions d'activités assurées dans le secteur de la santé




USD 474 millions d'activités assurées dans des projets d'infrastructure (sauf les projets d'énergie)



USD 127 millions d'activités assurées dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre en 2019

Contribution de la SIACE aux objectifs de développement durable

ODD	Cible de l'ODD	Contribution de la SIACE	Les chiffres
 <p>Faim Zéro (ODD 2)</p>	<p>2.3: D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de production, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles.</p> <p>2.a: Accroître, notamment grâce au renforcement de la coopération internationale, l'investissement dans l'infrastructure rurale, les services de recherche et de vulgarisation agricoles et la mise au point de technologies et de banques de plantes et de gènes d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés</p>	<p>Amélioration de la productivité agricole par la facilitation de l'importation de machinerie agricole et de l'accès aux services financiers</p>	<p>Total des activités agricoles assurées: USD 63,7 millions Importations agricoles assurées dans les LDMC: USD 51,8 millions</p>
			



Bonne santé et bien-être (ODD 3)

3.8 Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable.

Accès amélioré à des services de santé essentiels de qualité par l'assurance d'investissements étrangers dans l'infrastructure de santé, ce qui n'aurait pu se faire en raison d'une perception de risques trop élevés

Activités assurées dans le secteur de la santé: **USD 360 millions**



Énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7)

7.b D'ici à 2030, développer l'infrastructure et améliorer la technologie afin de fournir des services énergétiques modernes et durables à tous les habitants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, dans le respect des programmes d'aide qui les concernent.

Développer et améliorer l'infrastructure afin de fournir des services énergétiques modernes et durables, par l'atténuation des risques politiques et commerciaux associés aux investissements et exportations requis

Activités assurées dans le secteur de l'énergie: **USD 5,6 milliards**



Travail décent et croissance économique (ODD 8)

8.1: Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 pour cent dans les pays les moins avancés.

8.2: Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre

8.5: D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale

Croissance économique, productivité économique accrue et création d'emplois, par la facilitation d'investissements stratégiques dans des LDMC et la promotion des activités d'exportation pour accroître les activités sur les marchés internationaux

- Activités assurées dans le secteur à forte intensité de main-d'œuvre: **USD 187 millions**
- Total des activités assurées dans les LDMC: **USD 1,3 milliard**



Industrie, innovation et infrastructure (ODD 9)

9.3: Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration aux chaînes de valeur et aux marchés

9.a: Faciliter la mise en place d'une infrastructure durable et résiliente dans les pays en développement en renforçant l'appui financier, technologique et technique apporté aux pays d'Afrique, aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement

Accès amélioré des PME au financement et aux investissements d'infrastructure par la souscription d'instruments d'atténuation des risques pour les banques et le financement à moyen et long terme

- Activités assurées en vertu des polices BMP et DCIP: **USD 4 milliards**
- Activités assurées dans la fabrication: **USD 2,6 milliards**
- Activités assurées dans l'infrastructure: **USD 474 millions**



Partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD 17)

17.3: Mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des pays en développement

17.11: Accroître nettement les exportations des pays en développement, en particulier en vue de doubler la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales d'ici à 2020

Participation des banques, investisseurs, entreprises et OCE nationaux aux exportations et investissements dans des pays risqués, avec le partenariat de la SIACE

- 82 partenariats
- Activités d'OCE nationaux assurées: **USD 1,6 milliard**
- Exportations totales assurées: **USD 8,4 milliards**
- Exportations de pays LDMC assurées: **USD 23 millions**



INTRODUCTION

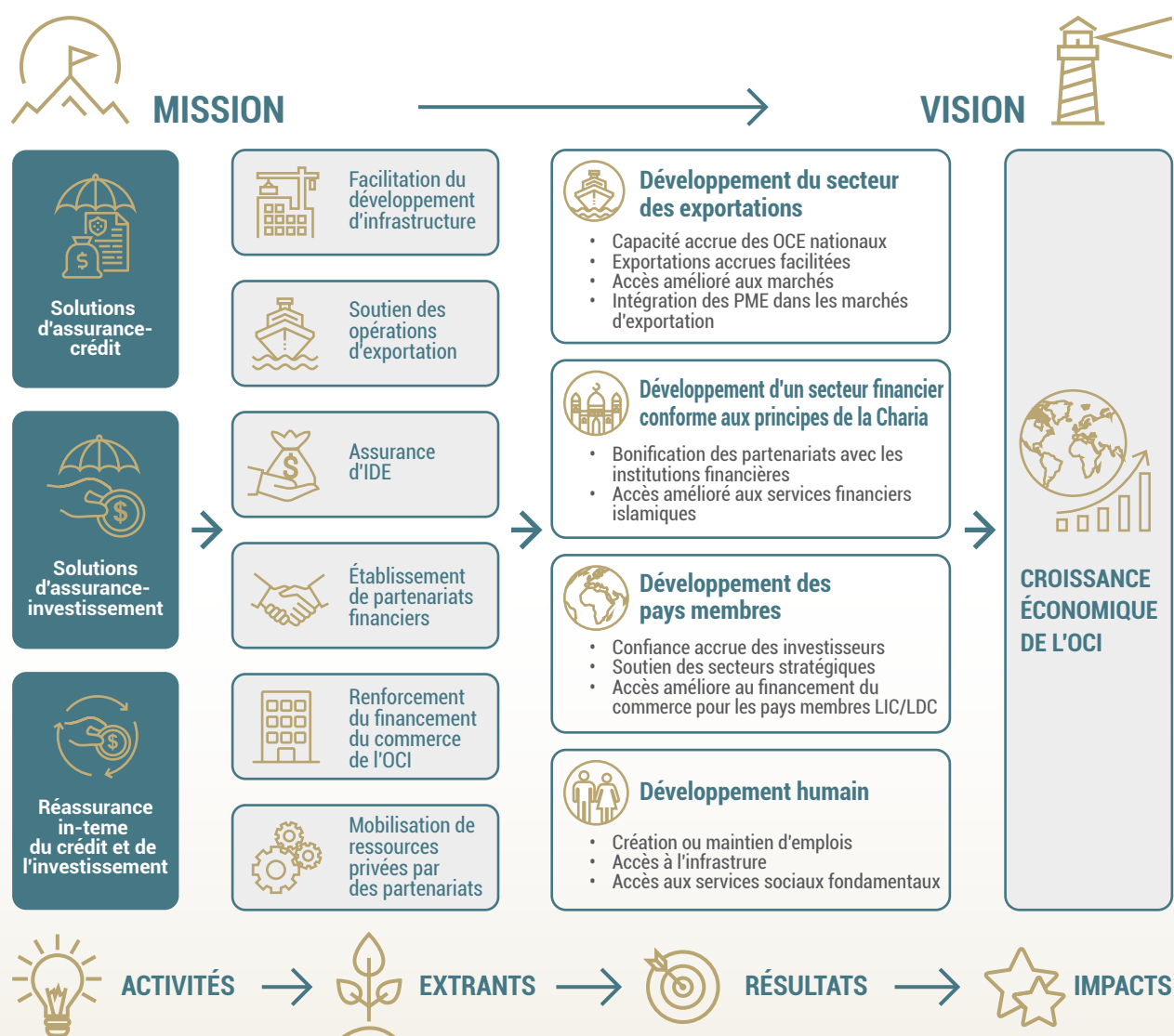
Le Rapport annuel sur l'efficacité du développement de la SIACE examine le rendement des activités de la Société sur le plan du développement. Compte tenu de ses deux objectifs stratégiques, à savoir assurer la viabilité financière et créer un impact sur le développement, l'ADER se penche sur ce dernier aspect et décrit comment la Société poursuit son mandat de développement. Le rapport de l'an dernier a célébré le 25ème anniversaire de la SIACE et mis l'accent sur son parcours en matière de développement. Cette année, l'ADER met l'accent sur les piliers des résultats sur le développement de la SIACE, soit le "développement du secteur des exportations", le "développement d'un secteur financier conforme aux principes de la Charia", le "développement des pays membres", et le "développement humain", tels que les définit le Cadre d'impact sur le développement de la Société.



La théorie du changement de la SIACE

L'impact de la SIACE sur le développement peut s'illustrer par un diagramme de théorie du changement (figure 2). Elle définit les liens logiques existant entre ce que fait la SIACE, pourquoi elle le fait et comment elle contribue aux résultats de développement donnés. La théorie du changement de la SIACE repose sur le fait que l'impact de la Société fait partie d'une stratégie plus grande, en l'occurrence la Stratégie décennale du GBID. Le mandat et les activités de la SIACE appuient un développement partagé, réactif et résilient dans les pays membres de l'OCI, contribuent directement à accroître la connectivité et la croissance du secteur de la finance islamique dans le monde. En parallèle, elle se voue à soutenir ses pays membres dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Figure 2: La théorie du changement de la SIACE



Comme le démontre la figure 2, la vision du développement de la SIACE repose sur ses principales activités, soit proposer des produits d'assurance spécialisés pour le commerce, l'exportation et l'investissement qui facilitent le commerce, l'exportation et l'investissement au sein de l'OCI, et entre l'OCI et le reste du monde. Grâce à des partenariats avec les institutions financières et des organismes de crédit à l'exportation (OCE) nationaux, les produits de

la SIACE réduisent les risques à l'exportation et donnent aux grandes entreprises et aux PME la possibilité d'accéder à du fonds de roulement, tout en minimisant les risques de financement. Pour les PME, le risque financier associé au financement est considérablement réduit, et elles peuvent donc obtenir les capitaux voulus pour prendre de l'expansion et accéder à de nouveaux marchés. En souscrivant les investissements dans les secteurs stratégiques, la SIACE appuie les

programmes de développement de ses pays membres. Les projets d'investissement fournissent souvent de l'emploi, une infrastructure améliorée, moderne et efficace, ainsi qu'une meilleure qualité de vie pour les citoyens. Munies des produits d'assurance de la SIACE, les entreprises s'implantent dans de nouveaux marchés et y prennent de l'expansion, et elles créent ainsi des emplois et contribuent à la croissance économique, et ce faisant au développement humain des économies de l'OCI.

Le rôle unique de la SIACE en matière de développement

La SIACE a un rôle unique de développement comme catalyseur de développement en facilitant le commerce et l'investissement dans les pays membres de l'OCI, et entre les pays de l'OCI et le reste du monde au moyen d'instruments d'atténuation des risques conformes à la Charia. La singularité de ce rôle est apparente dans le modèle d'affaires de la SIACE. À titre d'assureur, la SIACE intervient dans la transaction avant même que l'opération de commerce ou d'investissement ne se produise. Cela fait partie de son rôle de catalyseur. Dans de nombreux cas, la SIACE devient un pont en facilitant des transactions commerciales qui ne se concrétiseraient pas normalement, surtout dans des pays à risque élevé.

Étant donné son rôle et son mandat, la SIACE promeut le thème des partenariats du GBID par ses fonds propres et son appétit pour les risques liés au développement. En s'associant avec des assureurs du secteur privé tels que la Coface, la SIACE peut maximiser ses capitaux et élargir son empreinte et sa capacité. Les assureurs et réassureurs privés sont disposés à participer directement dans les transactions, car le statut d'entité multilatérale et de créancier privilégié de la SIACE les rassurent. L'intervention de la SIACE dans une transaction démontre aussi sa viabilité financière, ce qui incite des

investisseurs et assureurs à appuyer des opérations similaires à l'avenir.

Le modèle d'affaires d'assurance de la SIACE diffère de celui des banques, en ce que ces dernières doivent légalement gérer et surveiller un portefeuille de clients tant et aussi longtemps qu'elles sont à risque. En revanche, parce qu'elle est assureur, la SIACE évalue le risque du client avant d'émettre une police d'assurance et, généralement, n'obtient aucun rapport de suivi régulier du client, sauf s'il y a raison de croire qu'un risque assuré surviendra. Recueillir des données au sujet de l'impact de la SIACE

sur le développement durant son encours de risque ou après, n'est donc pas aussi aisé que pour les prêteurs, ni comparable. En sa qualité d'institution de financement du développement et de membre du GBID, la SIACE est néanmoins résolue à mesurer et diriger sa contribution au développement et à appuyer la stratégie du Groupe. La SIACE tient à déterminer des façons intelligentes de recueillir des données et de l'information acceptables aux parties en cause, et qui lui permettront de surveiller, d'évaluer et de faire rapport sur son impact spécifique en matière de développement.



la SIACE devient un pont en facilitant des transactions commerciales qui ne se concrétiseraient pas normalement



LE PARCOURS DU DÉVELOPPEMENT DE LA SIACE DES 25 DERNIÈRES ANNÉES



Les étapes importantes du développement de la SIACE

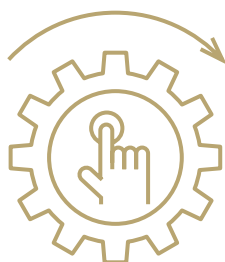
Croissance de l'actionnariat

L'actionnariat de la SIACE s'est élargi considérablement au fil des ans, pour passer de 13 pays au moment de sa création à 47 pays membres aujourd'hui. Les actionnaires sont diversifiés sur le plan économique, allant d'économies à revenu élevé à des économies les moins avancées. À l'heure actuelle, 16 pays membres font partie des pays à faible revenu (LIC) et des pays les moins avancés (LDC), si bien que le commerce et l'investissement sont particulièrement importants pour le développement et le bien-être de ces pays.



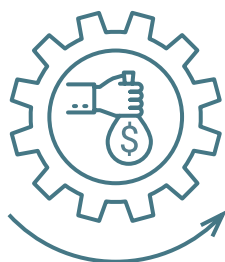
Évolution du mandat et du portefeuille de produits

Le mandat et le portefeuille de produits de la SIACE sont constamment adaptés pour répondre aux besoins changeants de ses pays membres et de ses clients.



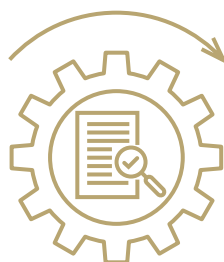
1997

La SIACE débute ses activités avec trois produits: Police globale à court terme, Police globale de banque et Police supplémentaire à moyen terme.



1998

La SIACE lance sa Police d'assurance-investissement étranger.



2000

Le Conseil des Gouverneurs modifie l'Accord portant création de la société afin de permettre à la SIACE de couvrir les exportations à destination de pays non membres, compte tenu de la mondialisation considérable du commerce international.



2003

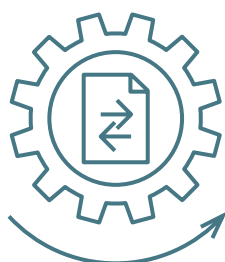
La SIACE lance sa Police d'assurance-crédit documentaire.



2005

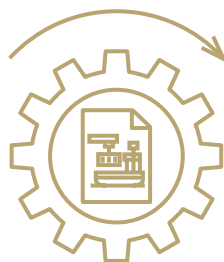
Le Conseil des Gouverneurs modifie l'Accord portant création de la société afin de permettre à la SIACE de fournir de l'Assurance-risques politiques pour couvrir les investisseurs de pays non membres investissant dans les pays membres.

Le Programme d'assistance technique à la promotion des investissements du GBID est lancé, et la SIACE le gère.



2006

La SIACE lance la Police d'assurance de transaction spécifique et l'Accord de réassurance.



2010

Le Conseil des Gouverneurs modifie l'Accord portant création de la société afin de couvrir des ventes sur le marché intérieur (pourvu qu'elles fassent partie du portefeuille de ventes de l'exportateur) et les importations en provenance de pays non membres. Ces dernières sont limitées aux produits et biens d'équipement stratégiques.



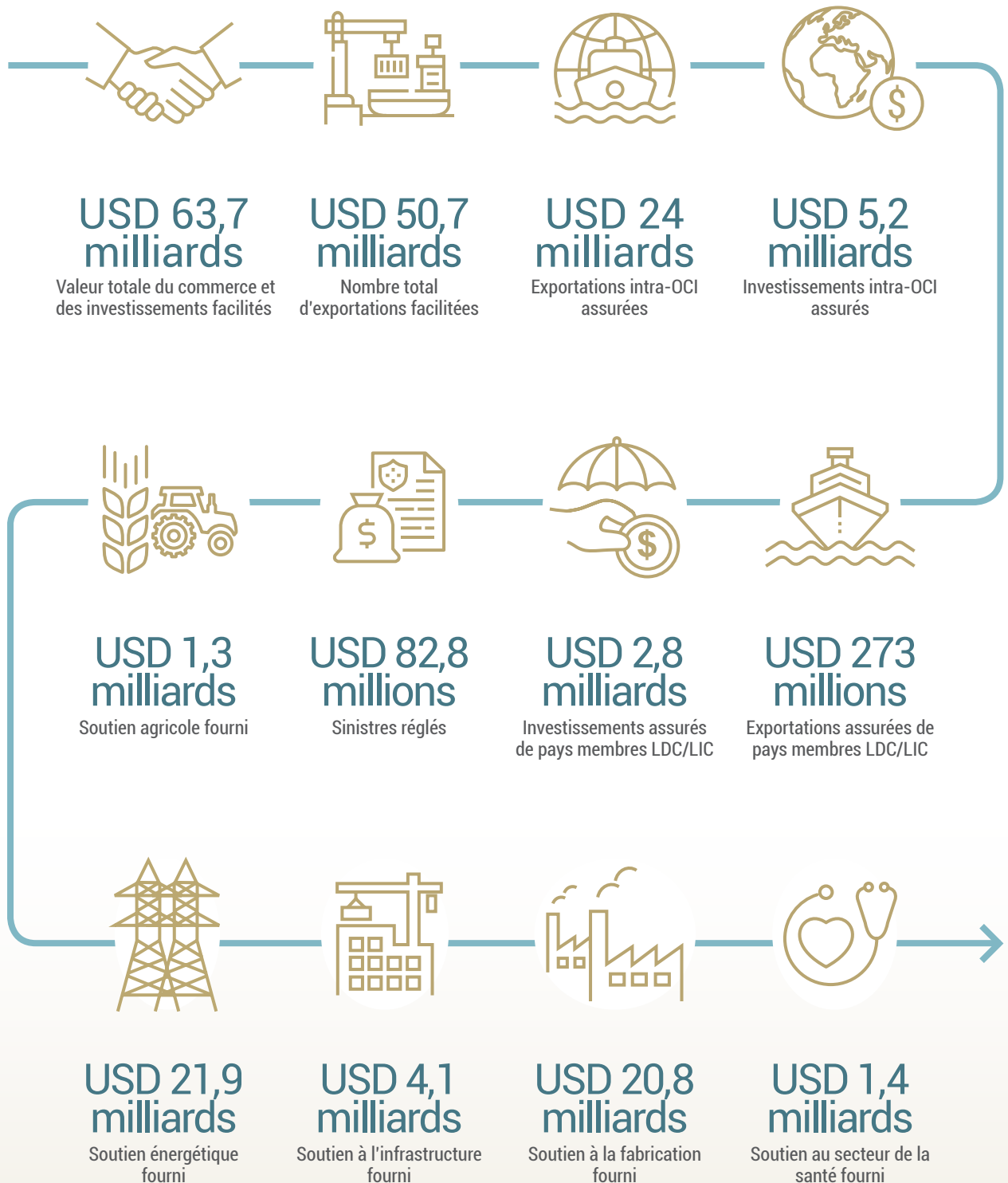
2013

La SIACE lance une "Police d'assurance Sukuk souverain" innovatrice qui permet aux utilisateurs d'utiliser le Sukuk pour accéder aux marchés des capitaux.

La SIACE conçoit également une "Police globale de banque pour le financement Istisna", aux termes de laquelle les banques islamiques sont protégées contre les risques de non-paiement de la part des débiteurs, dans le cadre.

Résultats de la SIACE sur le plan du développement

Depuis sa création, la SIACE a produit un impact considérable sur le développement.





DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DES EXPORTATIONS

Points saillants de 2019



La SIACE a assuré des exportations d'une valeur totale **d'USD 8,4 milliards**



La SIACE a appuyé des exportations intra-OCI d'une valeur **d'USD 4,4 milliards**



Les OCE nationaux des pays membres ont bénéficié d'un soutien en réassurance conforme à la Charia d'une valeur **d'USD 1,2 milliard**



Le total des activités assurées par la SIACE dans les pays LDMC s'est élevé à **USD 1,4 milliard**



Un total de **8 653** de transactions à l'exportation ont bénéficié du soutien de la SIACE

Perspective mondiale

Le développement du secteur des exportations représente un vecteur clé de la participation active au commerce international, surtout pour les pays en développement. En 2019, les exportations mondiales ont été aux prises avec d'importants défis quant aux politiques commerciales et monétaires, y compris une intensification des tensions dans le commerce mondial et d'autres défis de politiques régionales et en particulier l'incertitude régnant dans l'Union européenne. Ces défis ont entraîné des prévisions de croissance de 1,2 % pour le commerce mondial des marchandises en 2019, comparativement à une croissance de 3 % en 2018. Mais en dépit d'une forte aversion mondiale pour le commerce, les pays membres de l'OCI continuaient résolument à ouvrir le commerce avec une majorité des 26 pays membres africains de l'OCI ayant joint la nouvelle zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). La ZLECA offre des opportunités d'exportation considérables pour ces pays membres de l'OCI et l'occasion pour la SIACE d'accroître sa contribution au soutien de l'accès des pays membres au marché africain.

Étant donné les incertitudes actuelles des tendances des exportations dans le monde et dans l'OCI, l'accès à du financement du commerce fiable est essentiel pour développer et maintenir la résilience et la prospérité du secteur des exportations, et faciliter les exportations pour les pays membres de l'OCI. Les contrats de ventes internationales sont plus complexes, risqués et difficiles à appliquer que ceux pour les ventes sur le marché intérieur, en raison de facteurs politiques, sociaux et économiques changeants. Les exportateurs ont dès lors besoin de crédit externe sous forme d'assurance-crédit pour faciliter le déroulement de leurs ventes internationales. Grâce à l'assurance-crédit, les entreprises bénéficient de ventes plus prévisibles et les encouragent à accroître leurs exportations vers des marchés diversifiés, ce qui contribue donc à renforcer la résilience macroéconomique d'un pays. La prévisibilité des ventes internationales est particulièrement importante lorsque les produits exportés représentent une importante source de revenus pour l'économie, ou lorsque des ressources étrangères sont nécessaires pour l'expansion industrielle et la création d'emplois.

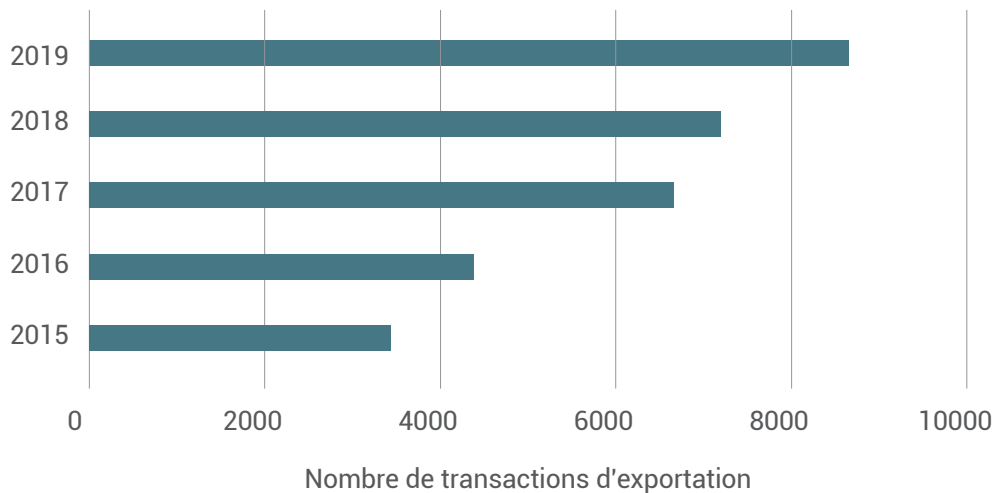
Le financement du commerce est également un facteur de soutien pour les entreprises, tout particulièrement les petites et moyennes entreprises (PME), pour qu'elles puissent satisfaire leurs besoins en investissement et en fonds de roulement. De nombreux sondages menés auprès de PME démontrent qu'un accès limité à du financement du commerce à coût abordable constitue un des plus grands obstacles que doivent affronter les PME désireuses de faire du commerce international. En général, les PME exportatrices affichent des taux de croissance plus élevés et sont les principaux catalyseurs de croissance économique. En faisant en sorte que les PME puissent accéder plus facilement au financement du commerce, surtout celles qui se trouvent dans des pays en développement, on les aide à accroître leurs activités et à créer des emplois.

Le reste du chapitre décrit la contribution de la SIACE à des aspects spécifiques de la promotion du développement du secteur des exportations, notamment la facilitation des exportations, la facilitation de l'accès aux marchés, l'accroissement de la capacité d'assurance des OCE nationaux et le soutien à l'intégration des PME dans les marchés d'exportation et les chaînes de valeur.

Facilitation des exportations

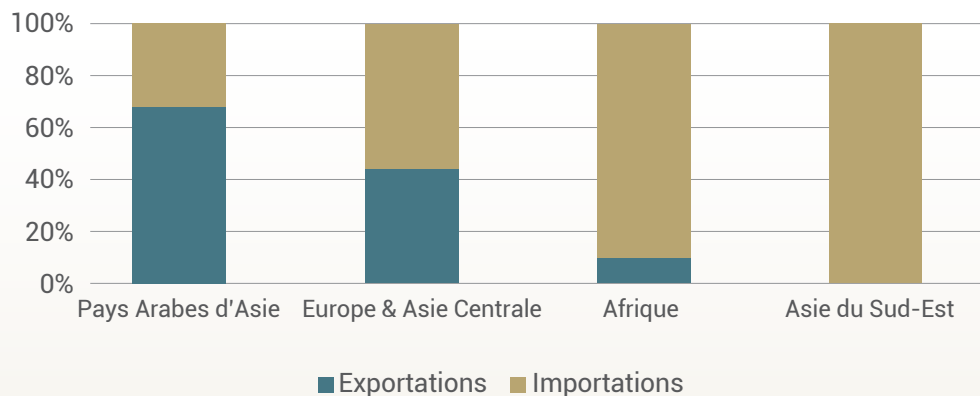
La facilitation des exportations dans les pays membres est un volet important du mandat de développement de la SIACE. En proposant divers produits d'assurance à l'exportation, la Société minimise les risques commerciaux et politiques associés au commerce transfrontalier. Le soutien que la SIACE propose aux exportateurs et aux banques facilite des échanges dynamiques entre les pays membres et avec le reste du monde. Ces cinq dernières années, le nombre de transactions à l'exportation facilitées par la SIACE a plus que doublé, comme le démontre la figure 3.

Figure 3: Nombre de transactions d'exportation facilitées par la SIACE



La SIACE vise également à faciliter et à accroître les exportations intra-OCI, ce qui encourage les entreprises à tirer parti de la diversité de ressources des pays membres. En 2019, la SIACE a facilité des exportations d'une valeur d'USD 4,3 milliards parmi les pays membres de l'OCI dans les pays arabes d'Asie, en Asie centrale, dans l'Asie du Sud-Est, en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Une grande partie de ces exportations provenaient de pays arabes d'Asie, d'Europe et d'Asie centrale, alors que l'Afrique et le Sud-est asiatique étaient les principales destinations des importations intra-OCI. Ce flux des échanges laisse entendre qu'il existe un potentiel de croissance des exportations intra-OCI en provenance des pays membres d'Afrique et de l'Asie du Sud-est.

Figure 4: Répartition régionale du commerce intra-OCI assuré en 2019



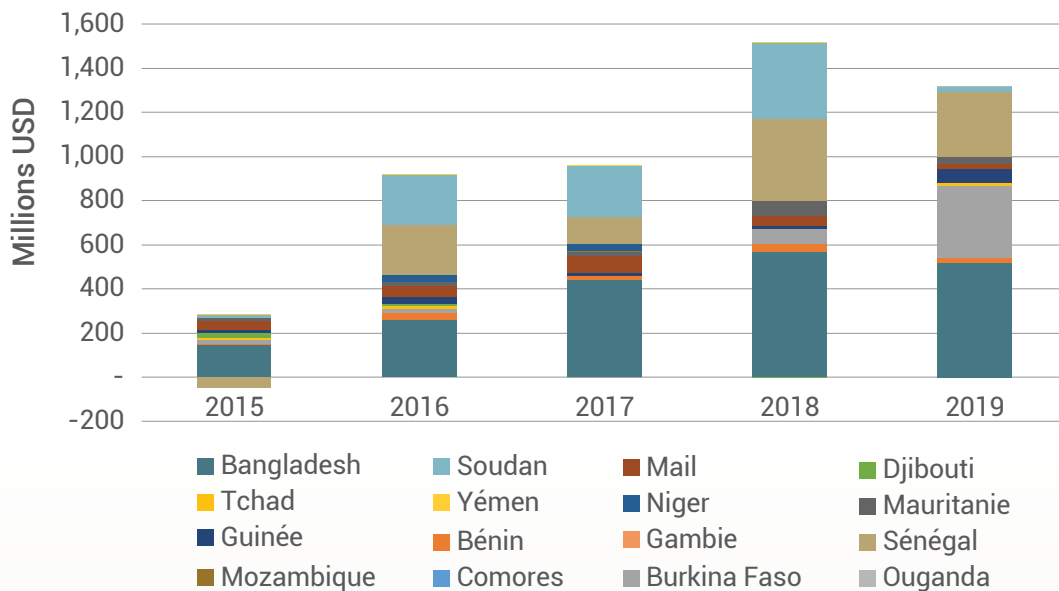
Facilitation de l'accès aux marchés

L'accès à de nouveaux marchés pose d'énormes défis pour les exportateurs, et ceux pour diverses raisons : absence d'information sur les risques des marchés de destination, absence sur les modes de paiement des clients, et autres. Cela peut donc être néfaste pour les perspectives de croissance de l'entreprise exportatrice. Grâce aux solutions d'assurance de la SIACE, les exportateurs sont confortés de l'assurance approprié pour pénétrer de nouveaux marchés assortis de risques potentiellement plus élevés. Les entreprises qui désirent accroître leurs exportations et les services offerts sur des marchés existants peuvent également bénéficier de l'assurance de la SIACE. L'expansion dans des marchés existants peut aussi comporter des risques en raison de diverses incertitudes économiques, politiques et sociales. L'assurance de la SIACE peut protéger ces entreprises et les aider ainsi à élargir leur part de marché.

En 2019, la SIACE a continué d'accompagner de nombreuses entreprises de pays membres de l'OCI. Le soutien le plus important a été consenti à Riyadh Cables Co. (RCC) en vertu de la Police globale à court terme (CSTP) de la SIACE, pour une période d'un an. RCC est le plus grand fabricant et exportateur de câbles des pays arabes d'Asie, celui-ci ayant réalisé des ventes dans plus de 40 pays depuis sa création en 1984. La police CSTP permettra à RCC de continuer à accroître ses exportations, à s'implanter dans de nouveaux marchés, à obtenir de l'information de crédit sur de nouveaux acheteurs et à protéger ses créances.

De nombreuses entreprises perçoivent les pays membres les moins avancés (LDMC) comme étant des destinations d'exportation assorties de risques élevés, et hésitent donc à y faire des affaires. Le manque de données financières et d'antécédents les empêchent aussi de s'y aventurer, ce qui les empêche de réaliser leur plein potentiel d'exportation. Cela entrave non seulement les perspectives de croissance des entreprises exportatrices, mais aussi l'approvisionnement en biens d'équipement et de consommation des entreprises de ces marchés perçus comme étant trop risqués. Afin d'atténuer l'impact économique négatif de part et d'autre d'une transaction transfrontalière, la SIACE est résolue à fournir de l'assurance contre les risques pour les transactions dans les LDMC. En 2019, la SIACE a assuré des activités d'une valeur totale d'USD 1,4 milliard dans les LDMC. Bien que ce soit un peu moins qu'en 2018, la SIACE a fort bien réussi, ces cinq dernières années, à faciliter l'accès dans ses pays LDMC, comme l'illustre la figure 5.

Figure 5: Total des activités assurées dans les pays membres les moins avancés



Une autre initiative importante aura des répercussions positives considérables pour la facilitation de l'accès à de nouveaux marchés, à savoir le nouveau Centre de veille et d'intelligente décisionnelle de l'OCI (OBIC). La plupart des pays de l'OCI n'ont toujours pas suffisamment de données de crédit, ce qui se répercute sur la perception du risque lié au commerce transfrontalier et l'accès au financement, particulièrement pour les MPME. En 2019, la mise en place du Centre a atteint une importante étape, lorsque la SIACE a communiqué l'étude de marché, le plan d'affaires et de mise en œuvre du Centre aux Ministres, lors de la 35^{ème} Session annuelle du COMCEC. L'OBIC devrait catalyser le financement du secteur privé dans les pays LDMC à raison d'environ d'USD 670 milliards par année. Le lancement du Centre est prévu pour la fin de 2020.

L'assurance à titre de facilitateur de l'accès au marché de la ZLECA

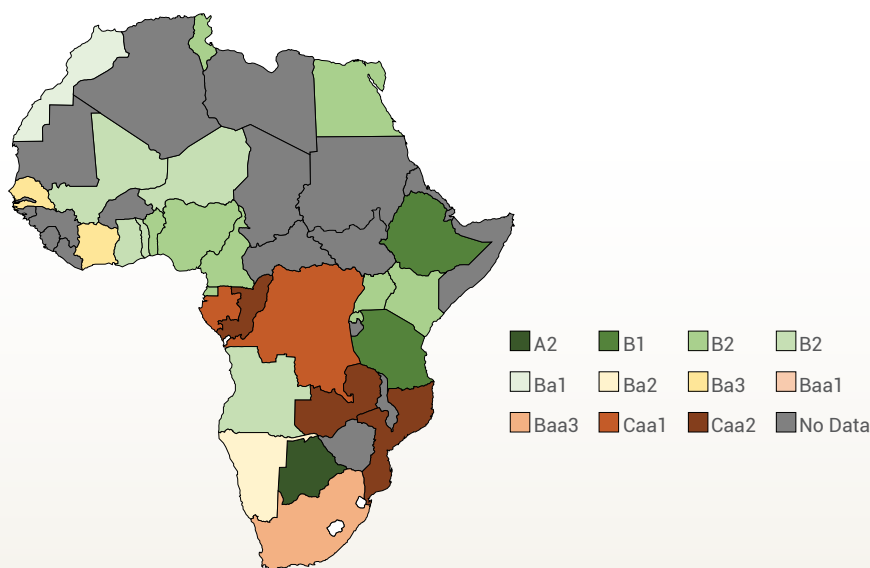
Alors que les tendances actuelles du commerce mondial militent en faveur du protectionnisme, les pays africains ont déployés des efforts concertés pour renforcer l'intégration régionale et accroître les échanges. La ratification de l'accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) a marqué l'engagement ferme des pays africains envers le commerce ouvert. La zone de libre-échange cherche à créer un marché continental unifié d'une valeur estimative d'USD 3 billions et de plus d'un milliard de personnes. Mais pour que la ZLECA passe d'accord commercial à une zone de libre-échange dynamique et prospère, il faudra mobiliser des ressources financières considérables pour faciliter les exportations.

Mais la mobilisation de ressources financières pour le commerce et l'investissement sur un continent où les investissements présentent des risques élevés, sera certes une tâche monumentale. Les marchés où les risques d'investissement sont élevés attirent rarement l'investissement direct domestique ou étranger. La plupart des pays africains ont une notation de crédit B, C ou moindre de Moody's, comme le démontre la figure 6, ce qui signifie que la plupart des pays sont des marchés spéculatifs ou sont en défaut, sauf le Botswana qui bénéficie d'une cote A2. Ce genre d'environnement ne contribue pas à attirer l'investissement. L'assurance-investissement est donc névralgique pour attirer des investissements dans la ZLECA. Dans des marchés aussi risqués, ce type d'assurance est essentiel pour mobiliser les investissements nécessaires et réaliser le plein potentiel de la ZLECA et de ses signataires. Si les investisseurs et entreprises n'ont pas d'assurance-investissement, ils ne disposeront pas de l'assurance requise pour entreprendre des transactions commerciales ou des projets d'investissements dans la ZLECA.

Pour réaliser le potentiel considérable de la ZLECA dans un contexte de risques d'investissement élevés, la participation d'institutions offrant de l'assurance-investissement, comme la SIACE, sera essentielle. Les services d'assurance contribueront à la réussite de la ZLECA de deux façons. Premièrement, ces institutions d'assurance-investissement fournissent la couverture nécessaire pour couvrir les risques politiques et économiques inhérents dans les transactions commerciales. Cette assurance fait en sorte que si la transaction ne va pas de l'avant, les investisseurs pourront à tout le moins récupérer leur investissement. Elle encouragera un plus grand nombre d'investisseurs à être les premiers à investir dans la ZLECA. Deuxièmement, le renforcement de capacité de la SIACE sera critique pour renforcer les institutions nationales qui appuient les exportations, notamment les organismes de crédit à l'exportation et les banques. Le renforcement de capacité est essentiel pour permettre à ces institutions facilitatrices des exportations de disposer des ressources financières et de la capacité technique voulues pour faciliter les exportations dans la ZLECA.

Au fur et à mesure que les signataires de la ZLECA aborderont l'accord commercial, ils devraient retenir que l'assurance-investissement sera le pilier de l'établissement d'une zone de libre-échange partagée et prospère, dont bénéficieront tous les États membres.

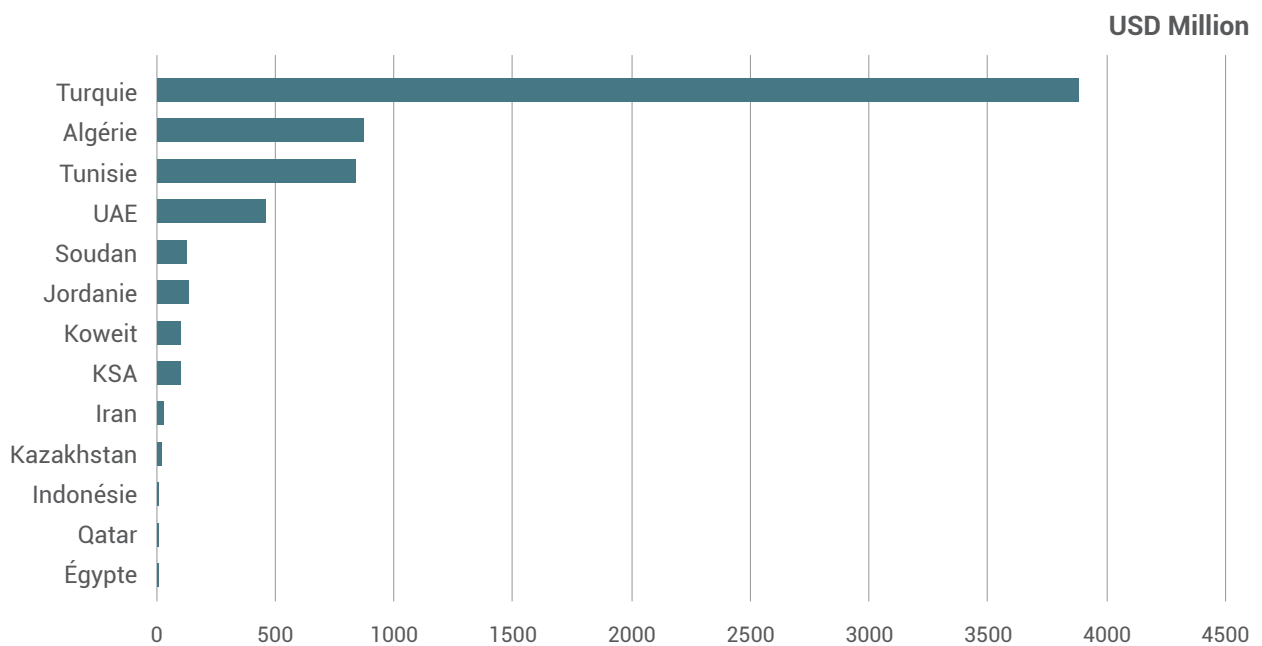
Figure 6: Notation de crédit souverain de Moody's pour les pays africains



Renforcement de la capacité d'assurance des organismes de crédit à l'exportation (OCE)

Les gouvernements et les institutions du financement du développement s'attachent en priorité à aborder l'écart persistant dans le financement du commerce, afin de soutenir la croissance d'une base industrielle d'exportation. Pour ce faire, de nombreux pays ont établi leur propre organisme de crédit à l'exportation (OCE) pour aider à combler les lacunes du marché du financement du commerce et des exportations. Ces OCE nationaux débutent cependant souvent avec des capacités limitées sur le plan de l'assurance et le plan technique, surtout dans les pays en développement. Dans le cadre de son mandat, la SIACE appuie les pays membres en encourageant un secteur national des exportations solide et dynamique, et est un important partenaire stratégique des OCE de pays membres et non membres. L'assureur multilatéral collabore avec eux et leur propose une capacité d'assurance additionnelle au moyen de dispositifs de réassurance facultative et de traité de réassurance. En 2019, la SIACE a signé deux nouveaux accords de réassurance avec trois OCE de pays membres, à savoir Credit Oman, Etihad Export Credit Insurance (ECI) et Export Credit Guarantee Company of Egypt (ECGE). Elle offre aussi de l'assistance technique et prête main forte à des OCE de pays de l'OCI et d'ailleurs pour lancer de nouveaux produits d'assurance, en fournissant un soutien en coassurance et réassurance, et en facilitant des partenariats intelligents avec d'autres acteurs du développement. La figure 7 illustre le soutien de la SIACE à 14 OCE nationaux dans 13 pays en 2019. Le soutien de la SIACE à des OCE de pays membres et non membres, à des institutions de financement du développement (IFD) et des organismes multilatéraux tels que MIGA s'est élevé à USD 1,6 milliard en 2019, la valeur totale au titre de ce genre d'appui s'établissant à USD 11 milliards depuis la création de la SIACE.

Figure 7: Activités assurées avec des OCE de pays membres depuis la création de la SIACE



Aman Union – Renforcer les capacités des OCE nationaux

L'Aman Union est un forum professionnel pour l'industrie de l'assurance-crédit à l'exportation et investissement des pays membres de l'OCI. La SIACE a cofondé l'association dans le but de faciliter le renforcement de capacité des OCE nationaux et de fournir une plateforme pour le partage d'information sur les développements de marché et de produits, ainsi que des tendances macroéconomiques plus larges. L'Union a célébré son 10ème anniversaire en 2019. Pendant ses dix années d'existence, l'Aman Union est devenue un carrefour de partage de connaissances, et le défenseur du commerce et de l'investissement dans la région, et ce avec ce avec un appui considérable de la part de la SIACE.

Et pour répondre aux besoins en perfectionnement professionnel des OCE de ses pays membres, l'Union a mis sur pied l'Aman Union Academy. L'Académie offre un programme de formation adapté aux besoins de capacités spécifiques des OCE de ses pays membres, par l'entremise de l'Institute for Trade and Innovation de l'Offenburg University.

Intégration des PME dans les marchés d'exportation et les chaînes de valeur

Les PME jouent un rôle important dans le développement économique et la création d'emplois dans les pays développés et les pays en développement. À l'échelle mondiale, elles représentent 90 % des entreprises et créent plus de 50 % des emplois. Dans les économies émergentes, les PME officiellement enregistrées contribuent jusqu'à concurrence de 40 % du PIB et justifient 7 sur 10 emplois créés. Dans les pays membres de l'OCI, la contribution des PME au développement économique varie considérablement en raison des différents niveaux de revenus des pays membres. Mais malgré tout, compte tenu du fait que 600 millions d'emplois seront requis à l'échelle mondiale pour absorber une main-d'œuvre grandissante d'ici 2030, les PME demeurent une priorité clé pour la création d'emplois et la réduction de la pauvreté dans les pays membres de l'OCI. Étant donné l'importance des PME, leur intégration dans les marchés d'exportation signifie qu'elles peuvent bénéficier de rendements d'échelle croissants, qu'elles deviendront plus compétitives et innovantes, ce qui engendrera une hausse de productivité. Mais dans la plupart des pays membres de l'OCI, les PME sont toujours aux prises avec d'importants écarts de financement en dépit de leur apport à la diversification des sources d'emplois et à l'expansion économique générale.

La SIACE a joué un rôle névralgique dans l'intégration des PME des pays membres de l'OCI dans les marchés d'exportation et les chaînes de valeur, en souscrivant des financements pour les PME ou en assurant les lettres de crédit émises pour que les PME puissent importer des biens d'équipement et accroître ainsi leur compétitivité et leur productivité. La SIACE a émis, par exemple, une police couvrant le non-respect des obligations financières souveraines (NHSO) à Turk Eximbank et ING Bank en 2019. Ce soutien est décrit dans les points saillants du développement, sous "Faciliter une croissance partagée en Turquie".

Mais comme il continue d'exister des lacunes sur le plan du financement, la SIACE travaille actuellement avec le Fonds Solidaire Islamique pour le Développement (ISFD) dans le but de mettre sur pied un Fonds de la SIACE de microfinance et micro-takaful pour l'autonomisation économique (ITFEE). Ce fonds appuiera le financement de PME, de projets productifs et de programmes dans les pays membres de l'OCI en rehaussant les capacités d'emprunt des pays les moins avancés.



POINT SAILLANT DU DÉVELOPPEMENT:

FACILITER LA CROISSANCE PARTAGÉE EN TURQUIE



PRODUIT



Non-respect des obligations financières souveraines

CLIENT



ING Bank, Allemagne

VOLUME



EUR 180 millions

DURÉE



5 Ans

PROJET



Couverture du prêt consenti par ING Bank à Turk Eximbank à l'appui de PME exportatrices turques.



RÔLE DE LA SIACE

La SIACE appuie la Turquie en facilitant le financement de PME exportatrices de la Turquie par Turk Eximbank. La police de la SIACE ne couvre que le risque de non-paiement des remboursements convenus entre Turk Eximbank et ING Bank, Allemagne.



IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT



ODD 8: Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Le soutien de la SIACE contribue au développement du secteur des exportations de la Turquie en facilitant l'accès des PME à de nouveaux marchés et en faisant croître leurs exportations. Lorsque les PME turques auront augmenté leurs exportations, elles devraient créer des emplois et du travail décent pour le marché turc du travail.



ODD 17: Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser. La police NHSFO a catalysé le financement du secteur privé ING d'Allemagne pour Turk Eximbank.



PROFIL DU PAYS MEMBRE

La Turquie, un pays membre de la SIACE, aspire à accroître ses exportations à USD 500 milliards d'ici 2023 avec l'appui de Turk Eximbank. Puisque la SIACE a comme mandat de soutenir le renforcement des capacités des pays membres de l'OCI, elle s'est associée avec Turk Eximbank pour aider à financer les entreprises turques désireuses de faire du commerce et de l'investissement au sein de l'OCI et ailleurs dans le monde. Turk Eximbank a actuellement une clientèle de 6 000 entreprises turques, qui sont pour la plupart des PME, ce qui permet à la SIACE d'exercer un impact important sur le développement de l'économie turque.

La SIACE a récemment renforcé ce partenariat en fournissant une couverture d'assurance à ING Bank à l'égard d'un prêt d'EUR 100 millions consenti à Turk Eximbank, qui utilisera ces fonds pour financer des PME turques. Ces dernières sont un important vecteur de croissance économique pour l'économie de la Turquie et elles sont la principale source de création d'emplois. Grâce au financement que fournira Turk Eximbank, ces entreprises pourront prendre de l'essor, et créer ainsi plus d'emplois et d'opportunités pour des entreprises du pays.

L'engagement de la SIACE à aider son partenaire, Turk Eximbank, sera important pour permettre à la Turquie de réaliser les ODD. Il encouragera également la croissance économique de l'économie turque en général, ce qui favorisera la prospérité économique des entrepreneurs et travailleurs du secteur des PME du pays. Pour ce prêt, l'impact de la SIACE sur le développement sera considérable en ce qu'il contribuera à la croissance économique et à la création d'emplois. Cette couverture renforcera aussi la relation existant entre la SIACE et Turk Eximbank, celle-ci cadrant bien avec l'objectif de la SIACE de soutenir les OCE nationaux.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR FINANCIER CONFORME À LA CHARIA



Points saillants



Perspective mondiale

Le développement du secteur financier est essentiel pour améliorer l'accès au financement du commerce et éventuellement accroître le commerce international. Des données empiriques démontrent que les pays ayant un niveau plus élevé de développement financier (exprimé selon le crédit au secteur privé consenti par des banques de dépôt et d'autres institutions financières comme part du PIB) ont des parts plus importantes des exportations de produits manufacturés du PIB et du total des exportations de marchandises. Les secteurs financiers mobilisent les épargnes, facilitent le commerce des biens et des services, et favorise une attribution efficace des ressources. Ce faisant, ils fournissent les mécanismes servant à effectuer et recevoir des paiements, ce qui réduit le coût des transactions et de l'information. Le financement du commerce, en tant que service spécifique de l'industrie financière, est essentiel pour couvrir les écarts temporels entre la passation des commandes et la réception du paiement des biens manufacturés et des services rendus. D'autres facteurs tels que l'envergure de la transaction et la période de crédit peuvent faire grimper les coûts du financement ou faire en sorte qu'il soit difficile d'obtenir un financement.

La SIACE propose des services d'atténuation de risques et d'information de crédit au secteur financier, afin de combler les défaillances continues des marchés financiers et non financiers dans les pays membres. Par exemple, la SIACE appuie les banques locales qui ont peu ou pas de banques correspondantes étrangères, en établissant des relations bancaires avec de grandes banques internationales en fournissant une couverture globale des risques. Ces réseaux bancaires internationaux sont essentiels pour faciliter les exportations des producteurs locaux. Ces services de la SIACE contribuent au développement et à l'octroi de services financiers locaux aux PME exportatrices des pays membres. La valeur totale des activités assurées en vertu des polices BMP et DCIP de la SIACE n'a cessé de croître depuis sa création, et a atteint USD 380 millions pour la police BMP et USD 3,7 milliards pour la police DCIP en 2019.

Partenariats avec des institutions financières

En plus d'appuyer les organismes de crédit à l'exportation nationaux, la SIACE s'emploie à élargir sa clientèle et le nombre d'organismes bénéficiaires auprès d'institutions financières locales. La SIACE satisfait

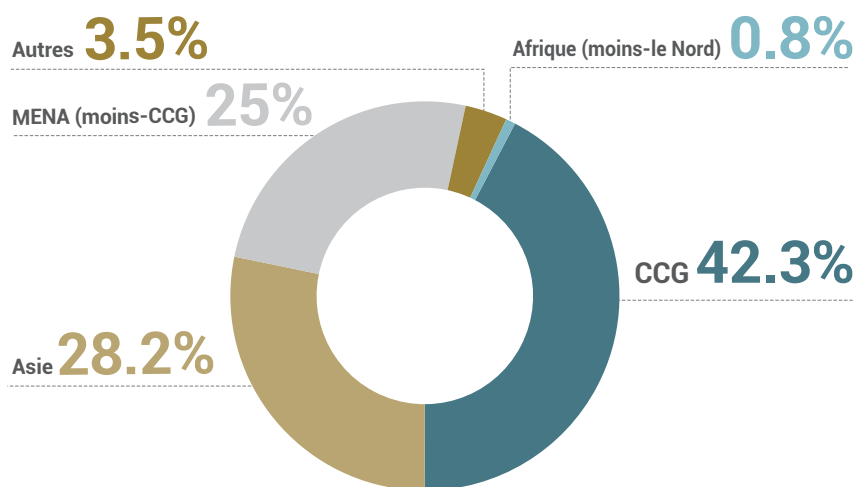
ainsi son mandat de développement et l'ODD 17. Depuis sa création, la SIACE a épaulé de nombreuses institutions financières en leur proposant des services, les activités ainsi assurées s'étant élevées à USD 14,7 milliards en vertu de ses polices BMP et DCIP. La SIACE continue aussi de collaborer et de mettre à profit des synergies avec la Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC). En 2019, le volume de transactions conjointes s'est élevé à USD 100 millions comparativement à USD 61 millions en 2018.

Étant donné que les partenariats stratégiques sont névralgiques pour catalyser le développement du secteur financier, la SIACE a renforcé sa collaboration avec Akhdar Bank (AAB) en 2019. Les deux organisations cherchent à accroître leurs activités de financement islamique en favorisant la vente croisée et l'approvisionnement. C'est dans ce même ordre d'idées que la SIACE a établi un partenariat stratégique avec le groupe Banque Centrale Populaire (BCP) du Maroc, une des banques marocaines chefs de file. En faisant valoir leurs forces respectives, BCP et la SIACE comptent toutes les deux élargir leur empreinte en Afrique subsaharienne.

Améliorer l'accès au financement islamique

La finance islamique est un financement conforme aux principes de la Charia, et se fait en fournissant des services et des instruments conformes à la Charia. Au fil des ans, la finance islamique est devenue plus populaire sur les marchés mondiaux comme forme alternative de financement éthique. En 2018, l'industrie des services financiers islamiques (IFSI) était estimée à USD 2,19 billions comparativement à USD 2,05 billions l'année précédente, et elle a maintenu une croissance annuelle de 6,9 %. Toutefois, la majorité de ces services financiers sont concentrés dans certaines régions, les pays arabes d'Asie justifiant une part de 42,3 % de l'industrie et l'Asie 28,2 %, comme le démontre la figure 8. Ceci suggère qu'il existe un écart de financement islamique dans d'autres régions telles que l'Afrique et l'Asie centrale, où les entreprises éprouvent souvent de la difficulté à accéder au financement.

Figure 8: Répartition régionale de l'industrie mondiale des services financiers islamiques, 2018

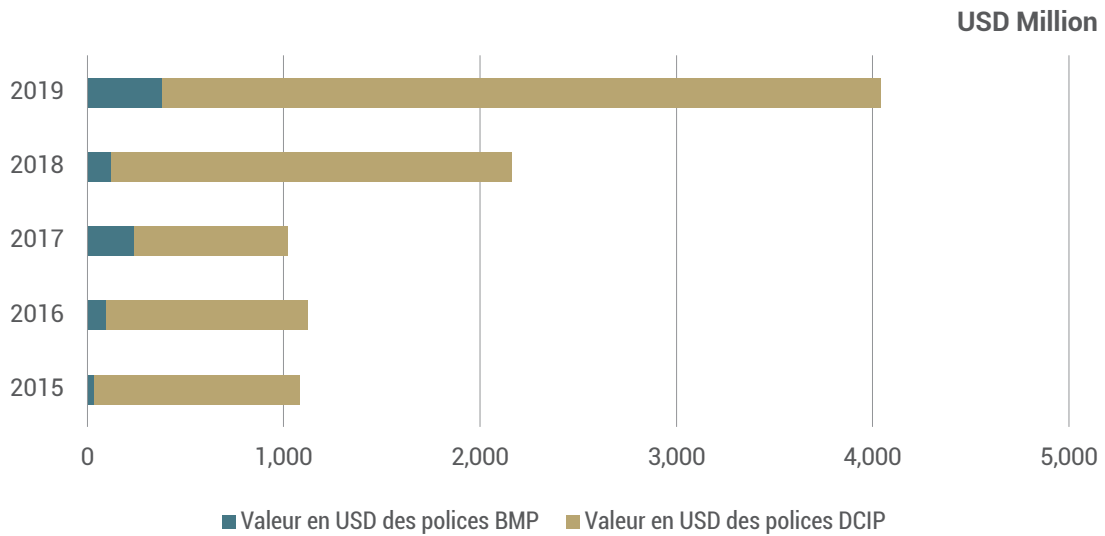


Source: Calculs de la SIACE basés sur l'Islamic Financial Services Industry Stability Report de 2019

Afin de mieux servir le marché financier islamique, la Banque Islamique de Développement a articulé trois objectifs: inclusivité/solidarité, connectivité pour la croissance et promotion du développement du secteur de la finance islamique. Dans le cadre de ce troisième objectif, la SIACE cherche à renforcer le secteur de la finance islamique et à démontrer à divers acteurs gouvernementaux et à de grandes institutions financières que les instruments et mécanismes de financement islamique sont d'excellents véhicules pour le développement et la croissance du secteur privé. À titre d'assureur Takaful de risques de crédit et de risques politiques, la SIACE a été un pionnier, ces 25 dernières années, d'une nouvelle forme d'assurance-crédit à l'exportation et d'investissement basé exclusivement sur les principes islamiques du financement, de l'assurance et de l'investissement. En vertu de sa stratégie décennale actuelle et en phase avec le cadre stratégique du GBID, la SIACE cherche à raffermir sa position de teneur de marché dans l'industrie de l'assurance Takaful.

La SIACE promeut l'accès à la finance islamique au moyen d'assurance Takaful et de sa Police globale de banque (BMP). La Société, comme fournisseur d'assurance Takaful, fait la promotion active de l'accès à la finance islamique dans ses pays membres. De plus, conformément à l'objectif clé du GBID de promouvoir la croissance du secteur financier islamique, la Société a adopté comme stratégie de jouer un rôle de chef de file du marché comme assureur-crédit Takaful. Grâce à sa police BMP, la SIACE facilite la fourniture de financement islamique aux exportateurs qui ont besoin de fonds de roulement conforme à la Charia. Les titulaires actifs de police BMP de la SIACE se trouvent au Koweït, à Malte, au Bahreïn, en France et dans le Royaume d'Arabie Saoudite. En 2019, la valeur totale des activités assurées en vertu de la BMP s'est établie à USD 379 millions. Et plus généralement, la valeur totale des activités assurées en vertu des polices BMP et DCIP continue d'augmenter. Ces deux polices de la SIACE favorisent l'accès aux produits et services financiers pour les PME en protégeant le bilan des banques contre les risques commerciaux et politiques. Grâce à la police BMP, les banques sont plus réceptives à proposer leurs services aux PME exportatrices et la police appuie indirectement les PME qui désirent exporter.

Figure 9: Valeur des activités assurées en vertu des polices BMP et DCIP, 2015-2019



En 2019, la SIACE a lancé sa nouvelle police d'assurance Sukuk souverain, qui vise spécifiquement à catalyser les marchés des capitaux de la finance islamique. Ce produit a été conçu à l'issue de discussions exhaustives avec les acteurs du marché au sujet des défaillances de marché persistantes et de la nécessité de mobiliser du financement additionnel à l'égard d'investissements en capitaux financés par des Sukuk conformes à la Charia dans les pays membres de la SIACE.

L'accès à la finance islamique peut également s'améliorer par la promotion et la visibilité. C'est dans cette perspective que la SIACE s'est associée avec Islamic Finance News (IFN) et agit comme partenaire stratégique multilatéral pour les nombreuses conférences d'IFN dans le monde musulman. La SIACE a aussi participé à l'African International Conference on Islamic Finance et s'est méritée le prix "Deal de l'année" du financement de projets et d'infrastructure) pour sa participation au projet du pont de Çanakkale de 1915, qui représentait le premier financement de type partenariat public-privé (PPP) en Turquie.





DÉVELOPPEMENT
DES PAYS
MEMBRES

Points saillants



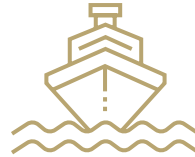
USD2,5 milliards
d'investissements facilités
dans les pays membres



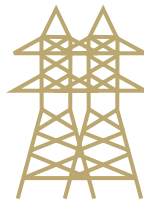
USD1 milliard
d'investissements intra-
OCI soutenus



USD359 millions
d'investissements attirés
dans des pays LDMC



USD23 millions
d'exportations de pays
LDMC appuyées



USD5,6 milliards
d'activités assurées dans le
secteur de l'énergie

Perspective mondiale

Les pays membres de l'OCI sont à diverses étapes du développement économique, 31 d'entre eux étant classés comme économies à revenu intermédiaire, 19 comme pays à faible revenu et 21 comme pays les moins avancés (LDC). Étant donné la différence dans le développement économique, les pays membres de l'OCI poursuivent des stratégies de développement économique axées sur leurs propres objectifs. Les économies en développement de l'OCI sont aux prises avec divers défis en matière de développement, les principaux étant notamment l'infrastructure, une performance faible du PIB et des cotes de risque d'investissement élevé. Ces défis restreignent la quantité d'investissement direct étranger (IDE) dirigé dans ces pays pour développer l'infrastructure, le capital humain et stimuler ainsi la croissance économique. D'autre part, les économies de l'OCI à revenu élevé et dépendantes des produits de base poursuivent essentiellement des stratégies de diversification économique afin de réduire la volatilité des revenus associée à la

dépendance sur une seule ressource exportée. Quelles que soient les stratégies économiques poursuivies, tous les membres de l'OCI ont mis la priorité sur l'attraction d'IDE pour les aider à réaliser leurs objectifs économiques stratégiques.

Même si on reconnaît qu'il faut attirer de l'IDE mondial pour stimuler le développement économique, les flux d'IDE entrants dans les pays membres de l'OCI diminuent ces dernières années en dépit des grandes économies, de populations jeunes et dynamiques, et de ressources naturelles abondantes. En 2018, les flux d'IDE entrants se sont établis à USD 107,4 milliards comparativement à USD 143 milliards en 2011. Une analyse à l'échelle des pays a révélé que les flux d'IDE dans les pays membres de l'OCI étaient concentrés dans quelques pays seulement. Les 10 principaux bénéficiaires d'IDE représentaient 73,5 % de tous les flux d'IDE dans les pays membres de l'OCI, les trois principaux étant l'Indonésie, la Turquie et les Émirats Arabes Unis. Les flux mondiaux d'IDE vers les pays en développement devraient diminuer dans les années à venir en raison de

la fragilité de l'économie mondiale, de la faiblesse soutenue de la demande globale, du ralentissement de la croissance de certains pays exportateurs de produits de base et l'absence de mesures de politiques efficaces pour freiner les ententes d'inversion fiscale. Tous ces facteurs devraient contribuer à rendre les marchés d'IDE plus concurrentiels, surtout pour les pays en développement, ce qui pourrait toucher de nombreux pays membres de l'OCI.

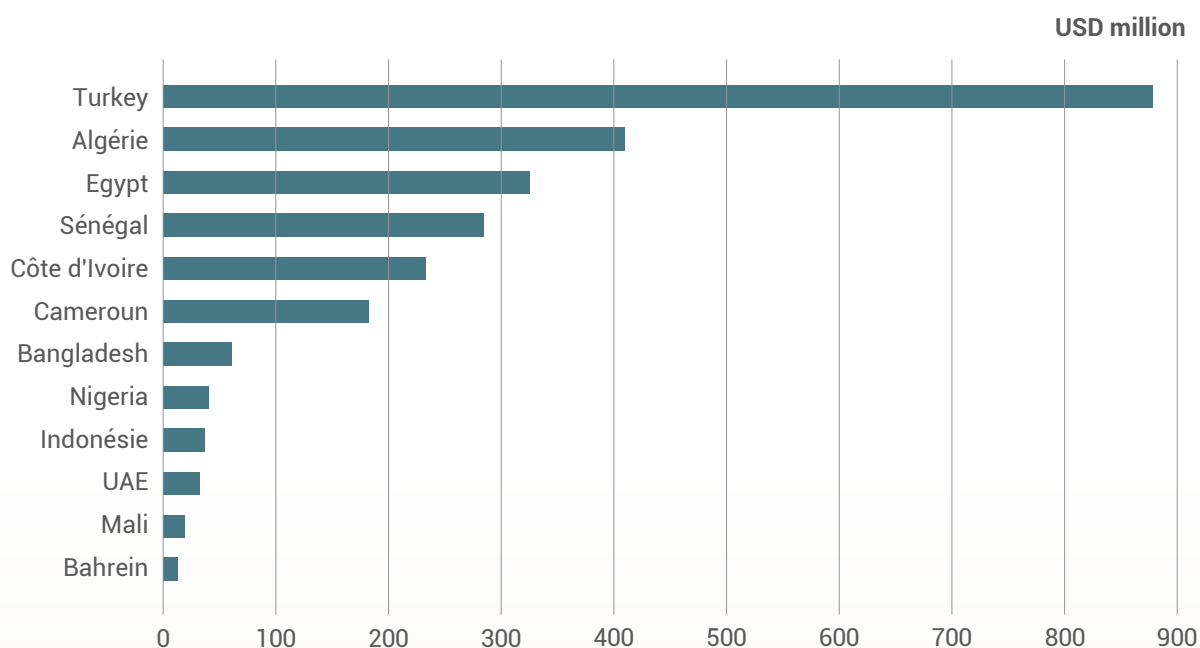
Qu'il s'agisse de croissance ou de diversification économique, la SIACE vise ultimement à soutenir les priorités de développement de ses pays membres, en conformité avec leurs priorités stratégiques et son mandat organisationnel. Les pays membres peuvent ainsi déterminer leurs besoins les plus pressants et en assumer la satisfaction. En plus de prendre en compte les plans de développement des pays membres, la SIACE, comme assureur d'investissements, cherche à rehausser l'attrait de ses pays membres comme bénéficiaires d'autres sources d'IDE. En effectuant des investissements judicieux,

la SIACE tente d'obtenir un effet de démonstration, c'est-à-dire que des tiers tels que des banques commerciales, des assureurs privés et des investisseurs, se sentiraient suffisamment en confiance pour aborder des secteurs et des marchés qu'ils estimaient auparavant trop risqués. En sus de cet effet de démonstration, la SIACE poursuit des objectifs de développement, dont la création d'emplois, le développement d'infrastructure et le transfert de technologie moderne.

Accentuer l'investissement direct étranger et la confiance des investisseurs

L'IDE est important pour créer ou maintenir la croissance économique par l'apport d'investissements en capitaux non disponibles auprès de sources intérieures dans une économie. L'IDE favorise également la création d'emplois et le transfert de savoir-faire, lorsque des sociétés étrangères établissent des filiales dans le pays hôte. La SIACE mobilise l'IDE par l'entremise de ses polices d'assurance-investissement au profit du développement général des pays membres. Lorsque des entreprises étrangères investissent dans des pays membres de l'OCI, elles doivent souvent composer avec un nouvel environnement peu connu, assorti de divers risques et incertitudes, y compris des risques politiques et sociaux, de même que macro et microéconomiques. La SIACE couvre bon nombre de ces risques, si bien que les entreprises peuvent s'implanter dans des pays à risque élevé dotés d'opportunités d'investissement attrayantes. La participation de la SIACE permet non seulement de mobiliser des capitaux, mais elle améliore la perception du climat d'investissement et accroît la confiance des investisseurs à l'égard des pays membres de l'OCI. En 2019, la SIACE a assuré des investissements d'une valeur totale d'USD 2,5 milliards dans 12 pays, y compris des pays membres les moins avancés (voir la figure 10). Les investissements assurés comprennent l'investissement direct étranger de l'OCI et d'ailleurs. Conformément au thème global des partenariats du Groupe, la SIACE a conclu un partenariat avec APIX, l'organisme sénégalais principal chargé d'attirer de l'IDE dans le pays membre, et signé un protocole d'entente en vertu duquel les deux sociétés s'associeront pour faire la promotion du Sénégal comme destination lucrative pour l'IDE.

Figure 10: Investissement direct étranger assuré par la SIACE à destination des pays membres, 2019



Soutien au développement des secteurs stratégiques et de l'infrastructure dans les pays membres

La SIACE soutient le développement d'infrastructure à l'appui des secteurs stratégiques des pays membres. Ces projets portent sur divers sous-secteurs, notamment la santé, l'infrastructure sociale et de transport, ainsi que l'énergie. En plus de contribuer au développement d'infrastructure, ces projets créent des emplois, appuient l'économie locale par l'approvisionnement local de services et d'équipement, et encouragent le transfert de technologie et de



Le plus grand projet appuyé était en Indonésie, où le contexte géographique et la forte demande en énergie des 260 millions d'habitants du pays avait sérieusement grever le réseau national. Ce projet énergétique produira de l'électricité au moyen de "power ships" et de chalands à Kupang, Ambon, Amurang et Medan, pour un total de 970 mégawatts.

savoir-faire. L'assurance de la SIACE cible les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de l'infrastructure, de la santé, de l'industrie manufacturière et des services, afin de faciliter la croissance économique et la création d'emplois. La figure 11 présente les activités assurées par la SIACE par secteur stratégique, l'énergie, l'industrie manufacturière et les services représentant les trois principaux bénéficiaires de ce soutien. Le secteur de l'énergie est une grande priorité pour les pays de l'OCI étant donné que les changements démographiques et la croissance économique occasionnent une hausse de la demande en énergie. La SIACE a appuyé des projets énergétiques au Bangladesh, au Pakistan, en Indonésie et en Côte d'Ivoire en 2019. Le plus grand projet appuyé était en Indonésie, où le contexte géographique et la forte demande en énergie des 260 millions d'habitants du pays avait sérieusement grever le réseau national. Ce projet énergétique produira de l'électricité au moyen de "power ships" et de chalands à Kupang, Ambon, Amurang et Medan, pour un total de 970 mégawatts. Ces dernières années, la SIACE s'est aussi engagée à financer des projets d'énergie renouvelable comme, par exemple, un petit projet d'énergie solaire en Égypte et un parc éolien en Turquie.

Figure: 11 Activités assurées par la SIACE par secteur stratégique en USD, 2019



Soutenir une infrastructure résiliente au changement climatique

Assurer des projets qui aident les pays membres à atténuer le changement climatique ou à s'y adapter devient de plus en plus important pour la SIACE. L'écart important de financement pour l'atténuation, l'adaptation et les projets d'efficacité énergétique ainsi que des investissements fait en sorte que la capacité de la SIACE à supprimer les risques et à attirer de l'investissement additionnel gagne en importance. Sans capitaux pour assurer la résilience climatique, les périls potentiels du changement climatique se concrétiseront non seulement dans les pays membres de la SIACE mais ailleurs dans le monde aussi. C'est pourquoi la Société appuie de plus en plus les projets qui renforcent ses pays membres contre les dangers du réchauffement climatique.

Bien que la SIACE assure toujours des transactions impliquant des combustibles fossiles en raison de leur importance pour les économies de ses pays membres, la Société a également soutenu, ces dix dernières années, les investissements stratégiques des pays membres dans l'énergie renouvelable. Parmi les projets que la SIACE a appuyés, on trouve des projets d'énergie renouvelable de grande envergure dont les plus grands parcs solaires au monde en Égypte, les projets d'énergie éolienne en Turquie et des travaux de protection côtière au Bénin pour protéger le pays contre l'élévation du niveau de la mer.

De nombreux pays membres de la SIACE sont des pays à faible revenu, et éprouvent de la difficulté à attirer les capitaux nécessaires pour atténuer les risques du changement climatique ou s'y adapter, même s'ils sont les plus exposés à ses effets. La SIACE comprend dès lors qu'elle joue un rôle de premier plan pour aider à mobiliser de l'investissement pour une infrastructure résiliente au climat pour ces pays membres, et s'efforce donc d'améliorer sa capacité de fournisseur de financement climatique. En plus de couvrir des projets liés à la résilience climatique, la SIACE a commencé à établir des partenariats qui lui permettront de mettre à profit ses produits plus efficacement et d'attirer des capitaux du secteur privé pour les projets de nature climatique. Elle a aussi commencé à développer des produits spécifiques pour catalyser l'investissements dans ce genre de projets.

La SIACE a en effet lancé sa police d'assurance Sukuk vert, destinée à aider les émetteurs d'obligations Sukuk à attirer des capitaux pour les projets « verts ». Ce produit sera très important pour les émetteurs des pays en développement vulnérables de la SIACE, dont la cote de crédit est faible. Afin d'encourager les partenariats dans le domaine du financement climatique, la SIACE a conclu un protocole d'entente avec l'Agence marocaine pour l'énergie solaire (MASEN), dans le but de faciliter l'investissement dans l'énergie durable au Maroc. Et la SIACE a renforcé sa capacité en la matière en dépêchant des représentants à des événements ciblant le renforcement du secteur de l'énergie renouvelable. Des représentants de la SIACE ont en effet participé au Sommet sur les énergies renouvelables en Afrique du Nord 2019 et à la 5^{ème} Journée des politiques de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). La SIACE continuera son cheminement pour devenir un chef de file dans le domaine du financement climatique, afin d'éviter ou d'atténuer les dangers associés au changement climatique pour ses pays membres.





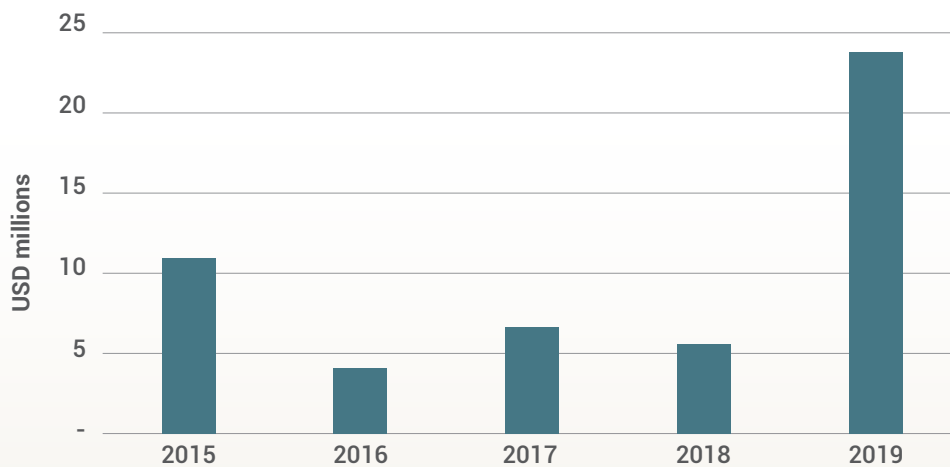
Résolue à appuyer les investissements d'infrastructure stratégiques de ses pays membres, la SIACE s'est associée avec la Banque africaine de développement, l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ATI) et GuarantCo. Ces quatre institutions du développement se sont unies pour lancer la Plateforme de co-garantie en 2019. Elle permettra aux trois assureurs de risques, à savoir ATI, GuarantCo et la SIACE, de conjuguer leurs efforts d'atténuation des risques et d'attirer des investissements pour le développement des infrastructures du continent.

Améliorer l'accès au financement du commerce des pays membres LIC/LDC

Parmi les pays membres de la SIACE, 17 sont classés comme faisant partie des pays les moins avancés (LDC). Les services d'atténuation des risques de la SIACE sont particulièrement utiles pour ces pays, car les écarts de marché relatifs à la prestation de financement du commerce sont présumés être les plus élevés. La SIACE a fourni du financement du commerce à des pays LDC en assurant divers investissements et transactions commerciales, et en appuyant des banques émettrices. Depuis sa création, la SIACE a soutenu 91 banques émettrices de pays LDMC en les aidant à accéder aux marchés financiers internationaux et à renforcer leur pratique de financement du commerce. En assurant des transactions transfrontalières dans des pays LDC, les entreprises peuvent conclure plus facilement leurs importations ou exportations, lorsque des acheteurs ou vendeurs étrangers peuvent les percevoir comme présentant des risques élevés.

Le soutien de la SIACE pour les exportations des pays LDMC s'intensifie dans tous les secteurs. Cette croissance démontre le potentiel d'exportation et la participation de ces pays, ainsi que l'engagement de la SIACE à améliorer l'accès au financement du commerce des entreprises de pays LDC. La figure 12 présente la valeur totale des exportations assurées par la SIACE dans les pays LDMC depuis 2015. La valeur totale des activités assurées a atteint son point culminant en 2019, avec une valeur d'USD 23,5 millions. Le soutien de la SIACE encourage les exportations des pays LDMC, ce qui crée des emplois et favorise la croissance économique.

Figure 12: Exportations assurées dans les pays membres les moins avancés, 2015-2019



Les pannes d'électricité font en sorte que l'économie bangladaise est sous-performante par rapport à son potentiel en termes de production agricole. Le Bangladesh doit dès lors se procurer une plus grande capacité de production d'énergie et ce projet y contribuera.



POINT SAILLANT DE DÉVELOPPEMENT:

"DE L'ÉLECTRICITÉ POUR LE BANGLADESH"



PRODUIT



Police d'assurance-crédit documentaire

CLIENT



State Bank of India

VOLUME



USD
38
Millions

DUREE



3
Ans

PROJET



Développement de l'infrastructure énergétique



ROLE DE LA SIACE

Police d'assurance visant à couvrir le risque de non-paiement d'une lettre de crédit émise par une banque du Bangladesh dans le cadre de l'importation d'équipement de production d'électricité



IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT



ODD 2: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. Ce projet augmente directement la production agricole au Bangladesh grâce à de l'irrigation, ce qui contribue à améliorer la sécurité alimentaire du pays.



ODD 8: Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. En appuyant ce projet, la SIACE a favorisé la croissance économique durable par son soutien au secteur bangladais de l'importation.



ODD 9: Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation. Le produit financier de la SIACE a aidé à renforcer la structure énergétique résiliente en favorisant l'industrialisation durable au Bangladesh.



PROFIL DU PAYS MEMBRE

Comme de nombreux pays LIC et LDC de la SIACE, le Bangladesh éprouve des difficultés considérables à satisfaire la demande croissante en énergie. L'accroissement de la population et des activités économiques suscitent une hausse considérable de la demande énergétique au Bangladesh, celles-ci augmentant de 10 % par année, mais la demande dépasse rapide l'offre. Une grande partie de la population est aux prises avec des pannes d'électricité, et certaines parties du pays n'ont pas d'électricité du tout. Cette pénurie d'énergie touche tout particulièrement le secteur de l'agriculture, l'été, lorsque l'irrigation se produit. Pour faciliter l'importation d'équipement de production d'électricité, la SIACE a émis une assurance pour couvrir le risque de non-paiement d'une lettre de crédit émise par une banque du Bangladesh. Cette assurance a facilité le bon déroulement d'une transaction intra-OCI entre la banque bangladaise et la State Bank of India, et l'importation d'équipement essentiel de production d'électricité.



DÉVELOPPEMENT HUMAIN



Points saillants



USD127 millions
d'activités assurées dans les
secteurs à forte intensité de
main-d'œuvre en 2019



USD4 milliards
de soutien à l'infrastructure
assuré aux pays membres
depuis la création de la SIACE



USD360 millions
de soutien au secteur de la
santé fourni en 2019



USD63,4 millions
agricultural support provided
in 2019

Perspective mondiale

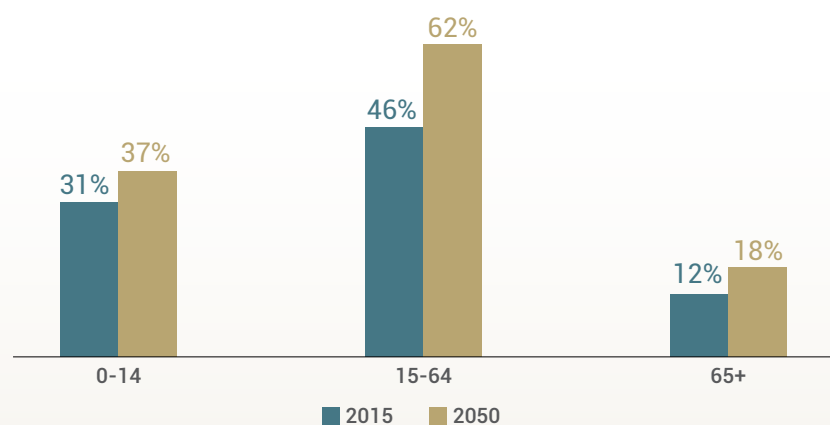
Le développement humain représente un résultat important des services de la SIACE, ainsi qu'un processus continu dans la poursuite générale du développement universel et partagé auquel elle contribue. La population des pays membres de l'OCI représente 24 % de la population mondiale, et cette population devrait augmenter pour tous les âges démographiques, comme le démontre la figure 13. Cette hausse de croissance démographique entraîne une augmentation de la demande en services de base et en infrastructure. Par conséquent, la SIACE a décidé de dégager le développement humain comme thème de développement singulier, afin de souligner l'importance de prendre en compte et de mesurer l'impact des projets de développement sur les bénéficiaires ultimes, en termes de création et de maintien d'emplois, d'accès à des services sociaux de base nouveaux et améliorés, et d'accès fourni à l'infrastructure.

La SIACE attache de plus en plus d'importance à mesurer le développement humain en raison de la jeune démographie grandissante des pays membres de l'OCI. Étant donné que la population en âge de travailler et jeune s'accroît, les pays membres de l'OCI continuent de faire face à une diminution de la croissance des revenus, à une

augmentation de la pauvreté et à une hausse du chômage. La croissance des revenus, mesurée selon le PIB par habitant, a continué de fléchir dans les pays de l'OCI, le PIB par habitant devant croître de 1,2 % entre 2019 et 2020 comparativement à la moyenne mondiale de 2,2 %. Les niveaux de pauvreté, qui se calculent comme le nombre de personnes subsistant sur USD 1,90 par jour, sont aussi persistants dans les pays de l'OCI, 13 des pays membres affichant des taux de pauvreté supérieurs à 30 %. Le chômage, surtout chez les jeunes, représente peut-être le plus grand défi de la plupart des pays de l'OCI. En 2019, le taux de chômage des pays de l'OCI était

estimé à 6 % comparativement à la moyenne mondiale de 5 %, alors que le chômage chez les jeunes était estimé à près de 14 %. La création d'emplois est importante étant donné la population en âge de travailler des pays de l'OCI, celle-ci devant représenter 34,1 % de la population d'ici 2050. La croissance économique des pays membres de l'OCI doit dès lors être inclusive afin de fournir des emplois durables, favoriser l'égalité et le développement humain. Compte tenu de ces changements démographiques, la SIACE appuie les projets qui créent et maintiennent des emplois, et qui améliorent l'accès à l'infrastructure pour les citoyens des pays membres de l'OCI.

Figure 13: Population des pays membres de l'OCI par groupe d'âge, 2015 & 2050



Source: Calculs de l'auteur basés sur les Perspectives de la population mondiale de l'ONU



Création d'emplois

À l'opposé de la plupart des pays développés qui sont aux prises avec le vieillissement, les pays membres de l'OCI font face à une hausse de la population en âge de travailler (15 à 64 ans), cette population devant représenter plus de la moitié de la population de l'OCI d'ici 2050. Cette hausse de la population en âge de travailler nécessite de nouveaux emplois afin de pouvoir satisfaire la demande d'emploi. À l'heure actuelle, la demande d'emploi dépasse de loin la création d'emplois, ce qui occasionne des taux de chômage élevés surtout auprès des jeunes des pays membres de l'OCI. Mais une grande population en âge de travailler offre aussi aux pays membres de l'OCI l'occasion de tirer parti du dividende démographique. Il existe un dividende démographique, lorsque la population d'un pays a un taux faible d'enfants et de personnes âgées dépendants et une population en âge de travailler élevée. S'il y a suffisamment d'emplois pour la population en âge de travailler, les pays disposant d'une grande population en âge de travailler réaliseront une hausse de revenus par habitant. Cela entraîne donc des taux plus élevés de consommation et d'épargne, ce qui se traduira par une forte croissance économique. Les avantages du dividende démographique peuvent représenter des opportunités considérables pour les pays membres de l'OCI, mais seulement si ces derniers sont en mesure de satisfaire les demandes croissantes et changeantes associées aux changements démographiques.

La SIACE est consciente des opportunités associées à la population en âge de travailler croissante de l'OCI et des difficultés que les pays membres de l'OCI éprouvent sur le plan de la création d'emplois. En appuyant l'IDE et les exportateurs, et en facilitant le commerce, la SIACE contribue à la création d'emplois ou au maintien d'emplois existants. Lorsque les entreprises de l'OCI intensifient leurs exportations, elles accroissent leurs activités ce qui occasionne une demande de main-d'œuvre pour l'économie et des occasions d'emplois. La SIACE met l'accent sur le soutien de secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, où des perspectives d'emplois importantes peuvent être créées. Depuis sa création, la SIACE a assuré des activités d'une valeur allant jusqu'à USD 2,6 milliards dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, ce qui créent un grand nombre d'emplois dans les économies. L'agriculture, l'industrie manufacturière et les services font partie de ces secteurs.

Accès à l'infrastructure

Comme le démontre la figure 13, la population devrait croître dans tous les groupes d'âge des pays membres de l'OCI. Cela signifie que la demande en biens et services de base, comme l'éducation, la santé, l'eau, la nourriture par exemple, sera plus élevée. Les pays membres de l'OCI doivent donc développer leur infrastructure afin de pouvoir subvenir aux besoins de la population grandissante. Améliorer l'accès à l'infrastructure représente une des grandes priorités des pays membres de l'OCI, et le statut multilatéral et de créancier privilégié de la SIACE en font un partenaire attrayant pour les investisseurs et parties prenantes intervenant dans de tels projets. C'est pourquoi la SIACE participe à de nombreux projets d'infrastructure de ses pays membres, dès l'étape de la planification. La SIACE souscrit aussi de l'assurance pour le financement de ces grands projets de développement, surtout dans les pays où l'investissement présente des risques élevés et que la mobilisation de financements importants peut être risquée sans dispositifs d'atténuation des risques.






Accès aux services sociaux de base

La SIACE est également engagée à améliorer l'accès aux services sociaux de base, particulièrement les services de santé et d'eau. L'accès à des soins de santé de grande qualité favorise le bien-être de tous les citoyens des pays membres de l'OCI, ce qui occasionne une plus grande productivité et la croissance économique. L'amélioration de l'accès aux services d'eau est essentiel pour la plupart des pays de l'OCI dont les ressources en eau sont rares et qui sont encore plus exposés au changement climatique.

POINT SAILLANT DE DEVELOPPEMENT:

"ACCES A DE L'EAU POTABLE"



PRODUIT	CLIENT	VOLUME	DUREE	PROJET
 Non-respect des obligations financières souveraines	 Société Générale Paris	 EUR 107 Millions	 EUR 38,5 millions tranche commerciale; 7 ans EUR 68,5 millions tranche IFD; 10 ans	 Aménagement d'une installation d'alimentation en eau pour la ville d'Abidjan



ROLE DE LA SIACE

La SIACE a fourni à Société Générale Paris une couverture du risque de non-paiement du gouvernement pour protéger la banque contre un manquement des obligations financières liées à un prêt consenti au Ministère des Finances et de l'Économie de Côte d'Ivoire.



IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT



ODD 1: Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde. Ce projet aide à éliminer la pauvreté issue de la forte migration des campagnes à la ville à Abidjan.



ODD 3: Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge. L'alimentation en eau potable prévue dans le cadre de ce projet contribuera au bien-être des résidents d'Abidjan.



ODD 6: Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable. Ce projet favorise directement l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable.



ODD 8: Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Le projet a déjà créé 450 emplois locaux directement, ce qui contribue à la création d'emplois et à la promotion d'un emploi décent.



ODD 9: Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation. Ce projet promeut une infrastructure d'eau résiliente dont bénéficiera la ville d'Abidjan.



PROFIL DU PAYS MEMBRE

La ville d'Abidjan éprouve de sérieuses pénuries d'eau depuis la crise politique de 2011. Depuis le début de la crise en 2002, la migration des campagnes vers la ville s'est intensifiée et a entraîné une hausse de la demande en eau. À l'heure actuelle, une grande partie de la population dépend de l'eau souterraine, celle-ci étant souvent imprévisible et impropre à la consommation, ce qui entraîne souvent des maladies provoquées par l'eau.

Pour aider la ville d'Abidjan à fournir de l'eau plus potable, la SIACE fournit à Société Générale une couverture du risque de non-paiement du gouvernement pour protéger la banque contre un manquement des obligations financières liées à un prêt consenti au Ministère des Finances et de l'Économie de Côte d'Ivoire à l'égard de son rôle dans le financement de l'installation d'alimentation en eau PFO/VEOLIA.

Ce projet aura un impact considérable sur le développement humain des habitants de la ville d'Abidjan. L'usine d'eau PFO/VEOLIA alimentera en eau les quartiers d'Angré, d'Abobo et d'Anyama, les banlieues bondées d'Abidjan abritant près de deux millions de personnes. Le développement d'une infrastructure de base, telles que des installations d'eau, d'assainissement et de distribution sont névralgiques pour parvenir au développement durable et autonomiser les communautés en Côte d'Ivoire.

Ce projet créera aussi un grand nombre d'emplois. En effet, 450 emplois locaux ont été créés et tout le personnel est formé par VEOLIA, ce qui favorise le transfert de savoir-faire technologique et le développement du capital humain dans la population locale. Ce projet assurera également une gestion plus durable des aquifères aux alentours d'Abidjan pour prévenir le tarissement et la pollution des nappes d'eau souterraines.



L'AVENIR

Dans les trois versions de l'ADER, y compris celle-ci, la SIACE a su démontrer son engagement vers l'efficacité du développement, et elle continuera de le faire. La SIACE est en effet résolue à déterminer de nouvelles façons d'évaluer son impact sur le développement. À l'avenir, alors que le contexte démographique et économique continue d'évoluer dans l'OCI, les données probantes de l'impact sur le développement deviendront encore plus importantes. La SIACE continuera de fournir des preuves de son impact pour démontrer la réalisation des objectifs de développement à l'aide des outils S&E, tels que la théorie du changement, un cadre logique organisationnel doté d'un plan de suivi, des questions d'évaluation clés ainsi que l'intégration de sa collection de données relatives à l'impact sur le développement, par le biais du système de gestion intégrée de la SIACE. À l'avenir, la SIACE continuera d'explorer des moyens intelligents de recueillir les données et l'information pertinentes acceptables aux parties en cause, et qui permettront à la SIACE de faire un suivi, d'évaluer et de rendre compte de son impact spécifique sur le développement.

Siège de la SIACE
BP 15722 Djeddah 21454
Royaume d'Arabie Saoudite
Tel.: (+966) 12 644 5666
Fax: (+966) 12 637 9755
E-mail: iciec-communication@isdb.org
iciec.isdb.org



ISSN 1658-435X